

DIEU VIVANT
RENOUVELLE ET
TRANSFORME-NOUS

2010 - 2017

De Grand Rapids à Leipzig

Assemblée
Générale 2017



Communion Mondiale
d'Églises Réformées

De Grand Rapids à Leipzig 2010-2017

DIEU VIVANT, RENOUVELLE ET TRANSFORME-NOUS

Assemblée Générale 2017

Éditeur : Communion mondiale d'Églises réformées

Écrit et publié par : Chris Ferguson, Christina Van Eyl,
Anna Krüger, Phil Tanis

Maquette : sitzgruppe, www.sitzgruppe.de

Photos : Kristine Greenaway, Joanna Hipp, Aby Itty, Paul Kahkajian,
William Koopmans, Anna Krüger, Phil Tanis

Imprimé en Allemagne

© 2017 Communion mondiale d'Églises réformées
Knochenhauerstr. 42 . 30159 Hanovre, Allemagne

www.wcrc.ch

Page de contenu

Avant-propos	4
Introduction.....	6
Nouveau commencement	15
Plan stratégique.....	16
Mission	25
La mission en première ligne.....	27
Forum chrétien mondial : discrimination, persécution, martyr.....	29
Sécularisation en Europe.....	32
Fonds de partenariat réformé.....	34
Communion	35
Consultation sur la communion	37
Conseils régionaux.....	39
Églises membres	42
Initiatives de paix au niveau mondial	44
Programme de stages	46
Justice	47
La Confession d'Accra.....	49
Justice économique.....	55
Justice sociale	57
Réfugiés.....	58
Justice de genre	60
Oikotree	63
Ministère presbytérien aux Nations Unies	65
Théologie	67
École mondiale de théologie	69
Dialogues.....	72
Reformed World	75
Réseau réformé mondial de théologiens.....	75
Prix Lombard.....	76
Engagement œcuménique	77
Église catholique romaine	78
Fédération luthérienne mondiale.....	81
Déclaration commune sur la doctrine de la justification.....	83
Autres travaux œcuméniques	85
Transition et problèmes	87
Tensions financières	88
Trouver un nouveau lieu.....	90
Personnel et fonctionnement	93
Nouvelles façons de travailler.....	97
Finances	99
La situation est stabilisée, mais les difficultés subsistent.....	105

Des nouveaux commencements peuvent être source de joie et de défi.

En 2010, l'Alliance réformée mondiale (ARM) et le Conseil œcuménique réformé (sigle anglais REC) ont constitué ensemble la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER). Celles et ceux d'entre nous qui étaient présents à l'Assemblée générale de l'unification (AGU) sont témoins du fait que ce fut une fête joyeuse et très bien accueillie. C'était absolument génial de voir ces deux organisations se réunir en vue de leur mission commune et de leur témoignage à Jésus Christ dans le monde. C'était proclamer plus fortement encore la prière de Jésus dans Jean 17, 21 : « Que tous soient un comme toi, Père, tu es en moi et que je suis en toi, qu'ils soient en nous eux aussi, afin que le monde croie que tu m'as envoyé. »

Les voyages qui m'ont conduit dans la famille de la CMER au cours de ces sept années écoulées me permettent de dire que nous avons appris ce que c'est qu'être une même famille. Ici ou là, on peut encore distinguer les oppositions entre ARM et REC, mais dans la majorité des cas, on n'en voit plus rien. Nous sommes profondément reconnaissants d'avoir pu nous « appliquer à garder l'unité de l'esprit par le lien de la paix » (Ephésiens 4, 3). Conduits par le mandat émanant de l'AGU – *Appelés à la communion, attachés à la justice* – nous avons pu orienter le travail de la CMER au cours des sept dernières années. Tout de suite après l'AGU, nous nous sommes mis au travail pour établir une nouvelle déclaration portant sur Perspectives, Mission et Valeurs, en même temps que cinq orientations principales destinées à guider les travaux de la CMER. Il s'agissait de : mission, communion, justice, théologie et coopération œcuménique. Le présent cahier donne tous les détails sur ce qui a été fait (ou pas fait) à cet égard depuis Grand Rapids en 2010.

La CMER a connu également bien des problèmes au cours de ces années. La plupart tiennent aux contraintes financières qui ont abouti à la délocalisation du secrétariat mondial de la CMER qui est allé s'installer à Hanovre, en Allemagne. Ce déménagement, des changements de personnel, l'adaptation à un nouvel environnement, la poursuite du travail avec nos organisations œcuméniques partenaires, tout cela a causé d'autres difficultés. Mais, grâce à Dieu et avec l'aide de beaucoup de personnes, du secrétariat et d'autres organisations, la CMER, au moment où elle arrive à cette Assemblée générale



Le Président Jerry Pillay prêchant à l'Église évangélique réformée de Celle (Allemagne), lors de la réunion du Comité exécutif en 2014.

de Leipzig, est une organisation stable, saine, solide, en mesure de poursuivre son travail qui consiste à poser sur le monde la marque de l'amour, de la grâce, de la paix et de la justice de notre Seigneur Jésus Christ. Comme peut le montrer le récit que nous présentons ici, nous continuons à faire des progrès en travaillant avec d'autres à appeler à la communion (unité) et à la justice dans un monde divisé et en lutte. Par notre action, nous avons obtenu d'être reconus et appréciés par nos Églises membres et par les organisations partenaires.

Notre Assemblée générale se réunit au cours de cette année où l'on commémore le 500^{ème} anniversaire de la Réforme de Martin Luther. Nous avons choisi pour thème : « Dieu vivant, renouvelle et transforme-nous ». Que ce soit la prière de la famille de la CMER alors que nous avançons dans les années qui viennent, accompagnés par la sagesse et la grâce de Dieu, en quête de justice et de paix dans ce monde.

Que Dieu nous bénisse,

Jerry Pillay
Président de la CMER



Construire une Communion conviée à la justice, confrontée aux défis, remplie d'espérance !

Chris Ferguson, Secrétaire général

Ce rapport se conformera à la tradition consistant à transcrire les activités de la Communion mondiale d'Églises réformées au moyen de l'image d'un voyage conduisant d'une Assemblée générale à la suivante.

L'Assemblée générale de l'unification (AGU), en 2010, n'a pas seulement été la réunion de deux organisations mondiales appartenant à la tradition réformée. Cela aurait déjà été une tâche largement suffisante pour occuper sept années ! Plus profondément, l'AGU a adopté, pour la CMER, une manière nouvelle et profondément théologique de se percevoir soi-même comme communion, *KOINONIA*, confrérie d'Églises en communion les unes avec les autres et comme communauté vivant le don de « l'unité de l'esprit dans le lien de la paix », conviée à la justice au sens plein, émanant des confession d'Accra et de Belhar et de la longue et riche histoire de la tradition des prophètes bibliques du jubilé, incarnée dans la vie et le ministère de Jésus, confiée à l'Église par le Saint Esprit et figurant au centre des traditions des Églises de la Réforme et des Réformes.

Ces pages évoquent les points forts du voyage d'une Communion « en construction », un travail en cours de réalisation, confronté à des enjeux importants dans la vie d'un monde que Dieu aime. C'est une histoire qui peut être source d'inspiration et, bien que j'aie le privilège d'en assurer ici la présentation, elle est le reflet du travail, de la perception et du ministère du Comité exécutif, des conseils régionaux, des réseaux, des Églises membres et des membres du Bureau de la CMER, notamment sous la conduite du Président Jerry Pillay et de Setri Nyomi qui fut Secrétaire général jusqu'en septembre 2014. Ma propre implication dans ce voyage n'a commencé qu'à la fin de 2014 et j'ai pourtant l'honneur d'exposer ce que fut le dur labeur consistant à aller vers une Communion. La consultation sur le thème de la Communion

qui s'est tenue en 2014 a bien montré la vérité de notre unité comme don de Dieu et, en même temps, la longueur du chemin que nous devons parcourir pour que cette unité devienne pleinement réalité en tant que Communion engagée envers la justice parmi nous et entre nous.

L'AGU avait présenté des perspectives et des programmes impressionnants pour l'avenir, très vastes et très ambitieux. Le Comité exécutif qui fut élu s'est rapidement mis au travail pour transcrire ces perspectives en plan stratégique, adopté en 2011. Selon ce plan, le mandat donné par la constitution et la perspective de l'AGU s'exprimaient ainsi : « vivre la Communion d'Églises réformées participant à la mission de Dieu de manière à ce que tous et toutes puissent connaître la plénitude de vie en Jésus Christ. » La mission de la CMER était présentée de la façon suivante :

En s'inspirant de l'héritage des confessions réformées considérées comme un don destiné au renouveau de toute l'Église, la Communion mondiale d'Églises réformées se consacre à la communion et à la justice et, en partenariat avec d'autres organisations et institutions œcuméniques, nous participons à la mission de Dieu dans le monde en proclamant la grâce salvatrice et l'amour de notre Dieu trinitaire en travaillant ensemble : à l'unité des Chrétiens, au renouveau du culte, de la théologie et de la spiritualité ; à la justice ; à l'éradication de la pauvreté, en établissant des relations justes ; à l'intégrité de la création ; aux relations interreligieuses ; à la réconciliation, à la guérison, la paix, la transformation des Églises comme de la société. (Compte-rendu du Comité exécutif, 2011)

En s'attachant à la foi et aux valeurs fondées sur la vision, la mission et la Réforme, ce plan présentait cinq orientations stratégiques, ou clés, de manière à aboutir à des objectifs stratégiques pour les sept années conduisant à la prochaine Assemblée générale. Ces orientations étaient exprimées de la manière suivante :

Être perçus comme Communion unissant des Églises réformées pour la mission de Dieu dans le monde. Nos relations internationales manifesteront l'unité pour laquelle Jésus a prié. La CMER contribuera de façon importante au fait que l'Église au niveau mondial soit attentive et capable d'aborder sur plan théologique et pratique les questions relatives à la justice, à l'égalité, à la réconciliation, à l'établissement de la paix. La CMER sera le lieu à qui s'adresser pour trouver des réponses théologiques et de la documentation sur ces questions. Elle sera un réseau interconnecté consacré au partage de l'Évangile de Jésus avec le monde, elle sera largement reconnue comme organisatrice

efficace de formation importante et de documentation à l'intention des responsables actuels et futurs de manière à leur permettre d'apporter leur contribution théologique et pratique à la mission des Églises membres. L'essentiel de ce réseau sera viable grâce à des fonctions fondamentales financées par les ressources des Églises. À tous les niveaux, la CMER se lance dans ce voyage en utilisant les orientations principales suivantes :

- Mission
 - Communion
 - Justice
 - Théologie
 - Engagement œcuménique
- (Compte-rendu du Comité exécutif, 2011)

Un programme très ambitieux qui a beaucoup marqué le style de travail et les marqueurs identitaires de ce voyage : pas de communion sans justice, pas de justice sans communion, une Église réformée toujours en train de se réformer, attachée à l'engagement œcuménique et enracinée dans des réseaux et dans des régions de la CMER où les activités principales sont soutenues par les contributions des membres (cf. chapitre 11 pour plus de détails).



*Chris Ferguson,
Secrétaire général,
s'adressant au 35^{ème}
synode de l'Église de
l'Inde du Sud en 2017.*

Ce voyage consistant à édifier la communion et à témoigner en faveur de la justice a rapidement rencontré d'importantes difficultés en ce qui concerne la viabilité financière. De manière à garantir que les fonctions principales aient le soutien des membres et parce que cela faisait partie de la mise en place d'une Communion juste et participative, une formule de contribution juste a été adoptée (on trouvera au chapitre 8 des détails sur la situation financière et sur la relation entre les contributions des membres et le budget général). Même après qu'une nouvelle manière plus juste de traiter la question des membres, associée à une modernisation de la base de données et une meilleure approche des relations avec les Églises membres aient accru et amélioré les contributions des Églises, le budget général n'a jamais pu être totalement couvert par les seules contributions des membres. Au cours des années 2010-2012 on a même été proches de la crise lorsque se sont ajoutés des facteurs extérieurs tels les crises financières et économiques mondiales, la fluctuation des taux de change, le coût élevé de la vie à Genève et la diminution des ressources provenant de certaines Églises importantes. La nouvelle formule de contribution financière prévoyait d'importantes augmentations de la part de grandes Églises, mais, sous la pression de la diminution des ressources, de celle du nombre des membres et des modèles de financement dénominationnels, ces augmentations ne se sont pas concrétisées.

Les problèmes financiers étaient si graves qu'en dépit du fait que le travail sur la justice ait été considéré comme extrêmement prioritaire, il n'a pas été possible de trouver les moyens suffisants dans le budget général pour remplacer à plein temps à Genève le secrétaire exécutif pour la justice qui venait de quitter son poste. Une solution temporaire a consisté à nommer pour une année Dora Arce-Valentin comme consultante travaillant depuis Cuba, jusqu'à ce que des fonds suffisants aient pu être trouvés auprès de partenaires, ce qui lui a permis d'occuper régulièrement ce poste à Genève. Cet état de choses a néanmoins montré que la situation n'était pas viable et qu'il fallait procéder à d'importantes modifications pour pouvoir avancer vers la réalisation du plan stratégique et conserver les perspectives de la CMER.

Le Comité exécutif a entrepris d'importantes démarches dans le domaine de la collecte de fonds et du développement des ressources. Comme, par exemple, la nomination d'un directeur bénévole du développement ou un nouveau type d'accord de partenariat avec le CWM (Council for World Mission). Cet accord a abouti à un don de dotation très généreux d'un million de livre sterling, destiné au départ à attirer d'autres dons vers un fonds de dotation de 10 000 000.



La regrettée Salomé Twum, Lin Wan-Jou, Ofelia Ortega et Veronica Muchiri à la première église presbytérienne réformée de La Havane, à Cuba, lors de la session 2016 du Comité exécutif.

Ce don figure parmi plusieurs dons importants qui ont permis de refaire les réserves de la CMER, qui étaient presque à sec, en même temps que des contributions également généreuses de la part d'Églises allemandes, notamment l'UEK (Union des Églises protestantes). Ceci a permis de redonner confiance aux donateurs dans la viabilité de la CMER, l'idée, d'abord été envisagée, de lancer une importante campagne pour un grand fonds de dotation n'a pas paru réalisable. Le poste de directeur du développement n'a pas été maintenu. Le système de collecte de fonds a été réorienté en direction de méthodes plus régionales et contextuelles, étant donné que le plan centré sur le fonds de dotation a été considéré comme non réalisable pour le moment dans le climat économique actuel en raison de la composition particulière de nos donateurs.

En raison de ces difficultés financières continues, la décision a été prise d'envisager un déplacement du siège de la CMER ailleurs qu'à Genève de manière à réduire les coûts, à obtenir une meilleure stabilité économique et à obtenir une viabilité à long terme. Après étude, consultation et discussion, il a été décidé de déménager à Hanovre, en Allemagne. Les bureaux y fonctionnent depuis janvier 2014 (cf. chapitre 7 pour plus de détails sur ce point). Disons que, d'un point de vue financier, le déménagement à Hanovre signifie que le pire de la crise financière est passé et que, si nous ne l'avions pas fait, il est quasi certain que la CMER aurait fait faillite et aurait été incapable de maintenir ses programmes. La situation est aujourd'hui relativement stable quoique d'importantes difficultés subsistent dans la réalisation du budget central à l'aide des cotisations des membres (voir les détails au chapitre 8).

La décision de déménagement, avec toutes ses conséquences positives, a eu également des effets sur la capacité de la CMER à vivre son plan stratégique ambitieux. Les répercussions sur le secrétariat ont été importantes en raison de changements dans le personnel avec, en outre, les effets évidemment déstabilisants sur la possibilité de réaliser des programmes de manière efficace alors que le fait de déménager les bureaux d'un pays à l'autre prenait du temps et était compliqué, car il a fallu s'adapter à une autre culture et à une langue différente. Les conséquences pour la mémoire institutionnelle et l'infrastructure ont été importantes. Ce n'est qu'en 2016 que la base de données, ainsi que les structures financières et administratives, ont été mises en place et pleinement opérationnelles.

Sur le plan œcuménique, les conséquences ont également été importantes. Certains ont vu dans ce déménagement loin du Centre œcuménique une espèce d'éloignement de la participation à la vie œcuménique. Sur le plan symbolique comme sur le plan pratique, on nous a considérés comme moins visibles, moins accessibles, moins impliqués, même lorsque nous nous efforçons de montrer le contraire. Même au sein de notre propre Communion, nombreux sont ceux qui demandent encore où se trouvent nos bureaux et qui continuent d'écrire à Genève ! Certains se sont interrogés en demandant pourquoi nous n'étions pas allés nous installer dans un pays du Sud, là où se trouve la majorité de nos Églises membres. En fait, ainsi que l'a remarqué notre Président Jerry Pillay, les effets du déménagement nous ont détournés de la mise en œuvre du plan stratégique. Mais c'était une partie nécessaire du voyage et les conséquences positives nous ont réellement préparés à être

efficaces pour cette dernière période qui précède l'Assemblée générale, travail qui a été présenté au Comité exécutif de 2016, qui l'a adopté, dans un addenda au plan stratégique de 2011 concernant la « phase finale ».

Un autre élément a pu influencer une bonne mise en application des perspectives de l'AGU, en plus des finances et du déménagement. Il s'agit du changement dans la direction. Dès le mois de mai 2012, le Comité exécutif avait fixé le processus de l'élection d'un nouveau Secrétaire général, étant donné que Setri Nyomi devait terminer son second mandat au 1er avril 2014. En fait, la recherche et le choix du processus se sont étendus sur toute la durée de ces deux années, avec trois tours de candidats, et le tout s'est achevé en mai 2014. On a persuadé Setri Nyomi de faire cinq mois supplémentaires jusqu'à mon élection en mai 2014 pour que je puisse prendre mes fonctions en septembre de cette même année.

Notre Communion, attachée à la justice, s'est trouvée elle-même précipitée dans une longue période de transition et de changement à la suite de la crise financière, de la décision de déménager et de la recherche d'un nouveau responsable. Une délocalisation prend toujours du temps et nécessite des efforts. Le personnel et le Comité exécutif ont fait des efforts importants, sinon héroïques, pour résoudre les problèmes, s'adapter à de nouvelles difficultés, surmonter les obstacles et continuer à mener toute une série de programmes, atteindre une relative stabilité financière, mettre en place des systèmes efficaces et garder le contact avec la communauté œcuménique et avec les Églises membres pour rétablir la confiance et édifier la communion tout en rendant témoignage à la justice et à la paix.

Les chapitres qui suivent présentent ce travail au cours des années conformément aux orientations principales mentionnées ci-dessus. Avec ou sans les importants défis rencontrés par la CMER, il y a là un témoignage important rendu à une communion en train de se construire.

Le voyage relaté dans ces pages évoque le passage de la perspective « unité de l'Esprit dans le lien de la paix » par une Communion attachée à la justice pour aller vers ce moment historique de la commémoration de 500 ans (et plus) de Réforme(s) protestante(s) pour le renouveau de l'Église en vue de la transformation du monde. La CMER a été confrontée à des défis imprévus mais, par la grâce de Dieu et sous la conduite de l'Esprit, on y perçoit le témoignage de l'unité et de la justice dans notre marche avec Jésus.



1

Nouveau commencement

Nouveau commencement

L'Assemblée générale de la Communion mondiale d'Églises réformées s'est réunie pour la première fois en 2010, lorsque le Conseil œcuménique réformé et l'Alliance réformée mondiale ont fusionné lors de l'Assemblée générale de l'unification (AGU) à Grand Rapids, dans le Michigan, aux États-Unis. La CMER était une création nouvelle qui représentait 80 millions de chrétiens, dans 108 pays. Ces deux organisations œcuméniques, l'une et l'autre profondément enracinées, étaient conscientes qu'elles pourraient, ensemble, mieux accomplir leur tâche, et cette union a donné à notre organisation un nouvel espoir et une énergie renouvelée pour ce travail.

La perspective consistait à « vivre la Communion d'Églises réformées en participant à la mission de Dieu afin que tous et toutes puissent éprouver la plénitude de vie qui est en Jésus Christ ». En 2011, une redéfinition de cette nouvelle mission invitait la Communion aux thèmes suivants :

- Unité des Chrétiens, renouveau du culte, de la théologie et de la spiritualité
- Justice
- Éradication de la pauvreté
- Établissement de relations justes
- Intégrité de la création
- Relations interreligieuses
- Réconciliation, guérison, paix et transformation des Églises et de la société

Le thème qui avait été suivi depuis l'AGU de Grand Rapids – Appelés à la communion, attachés à la justice – portait un hommage plein d'audace et d'unification à la nouvelle mission et à ses perspectives.

Plan stratégique

En puisant dans l'énergie suscitée par l'AGU, le nouveau Comité exécutif s'est immédiatement lancé dans l'élaboration d'un plan stratégique susceptible de guider l'organisation jusqu'à sa nouvelle Assemblée en 2017. Adopté par le Comité exécutif de 2011, à Genève, en Suisse, ce plan confirmait les trois valeurs décrites dans la constitution de la CMER :

1. La Communion mondiale d'Églises réformées est appelée à manifester et à vivre *l'unité* en Christ que nous professons, à exercer son ministère de façon à *permettre à toutes ses Églises membres de partager* les dons qu'elles ont



Mary Fontaine, la regrettée Salomé Twum, Kobus Gerber, Lydia Adajawah, Yael Hadiputeri et Ebed Yosua Lamorahan devant l'église nationale évangélique de Beyrouth, lors de la session 2015 du Comité exécutif.

reçus, et d'honorer et de se consacrer au projet salvateur de Dieu pour transformer le monde. La Communion mondiale d'Églises réformées est au service de ses membres avec amour et sollicitude, en les invitant à se soutenir les uns les autres et à s'enrichir mutuellement.

2. La Communion mondiale d'Églises réformées, dans son organisation et par ses actions, est appelée à respecter, défendre et fortifier *la dignité de toute personne*. En Jésus Christ, toutes les différences entre les humains doivent perdre leur pouvoir de division. Personne ne doit être défavorisé, entre autres, pour des raisons de race, d'appartenance ethnique ou de genre ; aucun individu, aucune Église ne saurait revendiquer ou exercer une domination sur les autres.
3. La Communion mondiale d'Églises réformées adhère aux promesses de *l'alliance de Dieu pour la rédemption, la restauration et le renouveau de toute la création* par Jésus Christ. Ce faisant, elle affirme que ses membres sont appelés, selon les Écritures : à reconnaître réciproquement le baptême de chacun d'eux comme un don ; à discerner un appel à l'unité dans le ministère ; à témoigner de la justice et de la paix de Dieu comme de l'intégrité de la création.

Cinq orientations principales ont été déterminées pour la poursuite du travail de la CMER :

1. Mission

La CMER est appelée à entrer dans la mission globale de Dieu et elle est chargée de trouver de nouvelles façons de participer à cette mission. En tant que communion, la CMER renforce l'exercice de la mission dans l'unité et stimule des réflexions qui rendent la mission de nos Églises plus efficace et mieux adaptée au 21^{ème} siècle. Par l'appel à proclamer la grâce salvatrice et l'amour du Dieu trinitaire et à être les instruments de Dieu pour la transformation du monde, la mission se trouve placée au cœur de tout ce que font la CMER et ses Églises membres.

2. Communion

La CMER est profondément attachée à la vie de l'ensemble de la Communion. En tant que Communion, la CMER se fonde sur la compréhension du terme *koinonia*. Jésus Christ révèle que *koinonia* correspond à la réalité de la participation de ses sœurs et de ses frères à son corps. Cette réalité est manifeste dans nos vies lorsque nous partageons le pain et le vin à la table du Christ, lorsque, en fait, nous partageons le corps et le sang du Christ et lorsque, grâce à cette *koinonia* « toutes sortes d'injustices, de racisme, de séparation, d'absence de liberté se trouvent radicalement contestées. »¹ Aussi la CMER

¹ Document de Lima « Baptême, Eucharistie, Ministère ».



Béla Nagy, de l'Église réformée de Transcarpathie, partage le pain dans la cuisine communautaire à Beregszász (Berehove), en Ukraine.

affirme-t-elle qu'il ne saurait y avoir de communion sans justice, ni de justice sans communion. Toute distinction entre l'appel à la communion et l'engagement envers la justice ignore le fondement de la *koinonia*. C'est pourquoi nous proclamons les dons de l'unité en Christ par une pleine communion dans laquelle toutes nos Églises pratiquent une reconnaissance mutuelle du baptême, s'invitent réciproquement à la table de la Cène et reconnaissent réciproquement l'intégrité de leur ministère.

3. Justice

La CMER s'impliquera activement en faveur d'une justice bibliquement et théologiquement fondée en restant attentive à ses implications. Ce qui suppose l'établissement de relations justes entre tous, la justice économique et écologique, l'éradication de la pauvreté, la justice dans les relations entre les genres, l'intégrité de la création, la réconciliation, le dialogue interreligieux, l'apaisement, l'action en faveur de la transformation des Églises comme de la société. La façon dont nous nous percevons nous-mêmes en tant que Communion sur le plan théologique sous-tend notre engagement à être une voix prophétique en faveur de la justice de la part de la CMER, de ses Églises membres et de ses conseils régionaux.

4. Théologie

The WCRC envisages bringing together seminaries, theologians, leaders and potential leaders from different contexts, to find, within and beyond the WCRC, fresh understandings of Reformed theology and new expressions of Reformed identity, doing what we can together, and drawing on the resources of theological centres and individuals. The WCRC intends to knead its values and beliefs into the dough of the church, doing contextual theology to reflect current realities.

5. Coopération œcuménique

Appelée à faire partie de la grande famille de Dieu, en travaillant avec d'autres en réponse à la prière sacerdotale « ... qu'ils soient un », la CMER s'attache à collaborer étroitement avec d'autres organisations œcuméniques ainsi qu'en commissions et dans les dialogues avec d'autres communions mondiales, pour manifester cette orientation fondamentale. Pour nous, être en communion s'applique tout autant à la famille réformée qu'à toute l'Église. Être réformé, c'est être œcuménique ; aussi la CMER restera-t-elle activement engagée dans des entreprises favorisant l'unité des chrétiens et la mission œcuménique.

Ces cinq orientations principales pourraient être mises en œuvre grâce à de « nouvelles façons de travailler » et à des « méthodes différentes destinées à être au service de l'ensemble de la Communion : organes régionaux, Églises nationales, avec une attention spéciale portée à la relation avec les communautés locales. Il s'agit d'incarner nos convictions de manière à ce que nos méthodes expriment nos valeurs. » Ces méthodes sont les suivantes :

A. Réseaux

La constitution de réseaux est essentielle à une communication efficace, à l'enrichissement mutuel, ainsi que pour équiper et donner des capacités aux Églises et aux conseils régionaux ; tout cela est nécessaire si nous voulons devenir une vraie communion. Les moyens des Églises membres peuvent être mis à la disposition de l'ensemble. Le secrétariat de la CMER peut être un lieu de centralisation mettant régions et Églises en contact les unes avec les autres. Le personnel du secrétariat central apportant sa contribution dans des secteurs de programmes généraux. La CMER développera et utilisera les capacités en communication et en réseaux du secrétariat central et des conseils régionaux pour s'investir de manière à ce que ses ressources soient destinées aux Églises membres et, par-là, à leurs communautés locales.

B. Formation de responsables

La formation de responsables est essentielle pour intégrer dans la vie de l'Église les valeurs, les connaissances et les travaux de la Communion afin de développer les capacités des Églises membres et de l'ensemble de notre Communion. C'est également un élément important permettant d'acquérir dans le domaine théologique, ou dans celui des interventions ou sur d'autres terrains pratiques, les ressources dont nous avons besoin pour être en relation les uns avec les autres. En tant que communion, la CMER grandira en incarnant les valeurs qu'elle défend. La formation de responsables dans la CMER consiste à accompagner et à assurer la formation continue des responsables actuels, à développer chez eux le mentorat et d'autres instincts d'autorité au service des autres, tout en restant attentif à l'acquisition de capacités chez les jeunes, à la justice dans les relations entre les genres et à l'accueil des personnes vivant avec un handicap. La formation de responsables suppose que des responsables enthousiasmants et visionnaires engagent le dialogue avec le mouvement œcuménique au sens large et s'en inspirent, tout en intégrant dans toute leur action la mission et les valeurs de la CMER.

C. Participation et autonomisation au niveau régional

Au niveau régional, il est essentiel de permettre la participation et de favoriser l'acquisition de l'autonomie afin d'assurer le travail théologique préparatoire et de mettre en œuvre les perspectives de la CMER, sa mission et ses actions (y compris la réflexion et les désirs d'action) de manière à ancrer l'expérience de la CMER dans le vécu et le contexte des régions. On veillera à ce que les régions disposent des fonds nécessaires pour participer à tout cela. On les incitera à instituer des conseils régionaux là où il n'en existe pas encore. Chaque fois que possible, ces démarches devront se faire en partenariat. Il existe également, dans les régions, des besoins particuliers, des ressources et des talents qui peuvent être mutuellement enrichissants. Nous devons établir un dialogue entre Comité exécutif, secrétariat et régions afin de vivre notre Communion.

D. Partager les ressources et veiller à un financement adéquat de l'ensemble

Pour fortifier notre Communion, il nous faut veiller à ce que tous y contribuent, que les ressources fassent l'objet d'un partage équitable et d'un investissement judicieux, c'est-à-dire avantageux et éthique. Il s'agit de ressources financières, humaines et autres. Ces ressources existent qui permettent que la CMER soit la Communion que Dieu veut qu'elle soit, mais il faut pouvoir les identifier et y accéder pour permettre la vie et l'action. Étant une famille, la CMER doit savoir partager les ressources, elle doit susciter une culture du partage. « Là où est notre trésor, là aussi sera notre cœur », c'est pourquoi chacune des parties de la Communion doit être vivement incitée à apporter sa contribution, aussi bien financière que dans d'autres domaines.

E. Communication

Pour que la CMER puisse vivre la mission de Dieu, une communion et une justice véritables, qu'elle puisse susciter des responsables, créer des réseaux, des régions, du partage, il faut établir des canaux et des réflexes de communication. Il n'est pas nécessaire que tout cela soit centralisé, il ne faut même pas que tout dépende du secrétariat. L'ensemble de la Communion, dans chaque partie du monde, reçoit sa vie et son énergie de Dieu, chacun a donc quelque chose à offrir, à partager et à recevoir du reste du corps. La CMER a la possibilité d'utiliser des techniques de communication nouvelles et en évolution. Elle investira dans ce domaine, consciente cependant que tout le monde n'a pas un accès identique à ces techniques.

F. Partenariat

La CMER développera le partenariat, à la fois en tant que méthode et comme participation à notre travail. Nous ne sommes pas seuls. La CMER tient à son partenariat avec des Églises, des organisations œcuméniques et missionnaires ainsi qu'avec des mouvements qui partagent avec nous objectifs et engagements. Par exemple des mouvements travaillant dans le domaine de l'œcuménisme ou de la justice sociale ayant des valeurs et des objectifs communs avec nous. Nous savons qu'il est préférable d'être ensemble. C'est pourquoi la CMER établit des relations effectives avec nos partenaires et avec les institutions œcuméniques et régionales. Elle établit également des relations de travail sur des questions thématiques (mission, renouveau de l'Église, l'eau, l'alimentation, le commerce, la justice, les communications et autre sujets importants auxquels se trouvent confrontées les diverses communautés.) Lorsque nous aborderons un domaine nouveau, nous commencerons par examiner les possibilités de partenariat.

Dans sa conclusion, le plan stratégique établissait des priorités dans la mise en œuvre des cinq points importants du programme au moyen des méthodes. Le Comité exécutif a remarqué que la CMER devait « se concentrer sur ce que l'organisation dans son ensemble est capable de réaliser, de bien réaliser dans le cadre de ses ressources... Les priorités tiennent compte de ce qui peut être facilité par ce que le secrétariat pourrait faire en collaboration avec les régions en fonction des ressources humaines et financières disponibles. »

Le Comité exécutif a régulièrement suivi les progrès de l'organisation dans le cadre du plan stratégique, et il a révisé l'ensemble du plan en 2016. En se fondant sur un rapport du Secrétaire général, Chris Ferguson, il a adopté un plan « phase finale » à court terme à présenter fermement à l'Assemblée générale.

...pour cette phase finale du plan stratégique, nous avons l'occasion de nous concentrer sur cette fin du plan de manière à maximaliser les réalisations des principaux défis en 2016-2017 et, en outre, de présenter nos succès, nos points faibles et nos acquisitions à l'Assemblée de 2017 en nous préparant à la réunion de façon à aborder l'Assemblée à l'aide d'une proposition déterminée et bien comprise de la CMER pour la période 2017-2024, pour inspirer,

mobiliser, renforcer et élever la mission des Églises membres et de la Communion dans son ensemble, à tous les niveaux, pour le renouveau des Églises, qu'elles apportent sur le plan œcuménique, interreligieux ainsi qu'avec la société civile leur contribution à la transformation du monde en réponse à l'appel du Dieu vivant (Romains 12, 2 ; Luc 4 ; Jérémie 10, 10).
(Compte-rendu du Comité exécutif 2016)

Cette « phase finale » a apporté un éclairage particulier sur les cinq orientations en discernant un nombre limité de résultats importants à obtenir au cours de l'année précédant l'Assemblée générale.

Les cinq prochains chapitres du présent rapport examinent la façon dont ont été abordées et mises en œuvre les priorités émanant du plan stratégique de 2011 comme de sa « phase finale ». Ce qui sera suivi d'un chapitre consacré aux problèmes que l'organisation a connus au cours des sept dernières années puis d'un chapitre présentant un aperçu des finances.

(Note : on peut trouver une version intégrale du plan stratégique sur le site de la CMER, page de la gouvernance, dans le compte-rendu du Comité exécutif 2011 ; la « phase finale » se trouve dans le compte-rendu 2017.)

Mission

2



Mission

La CMER est appelée à participer à la mission globale de Dieu, elle est chargée de chercher de nouvelles façons de s'y consacrer. En tant que communion, la CMER consolide la pratique de la mission dans l'unité et favorise des réflexions rendant la mission de nos Églises plus efficace et mieux adaptée au 21^{ème} siècle. L'appel à proclamer la grâce salvatrice et l'amour du Dieu trinitaire, ainsi qu'à être des acteurs de transformation dans le monde situe la mission au cœur de l'ensemble des actions de la CMER et de ses Églises membres. (Plan stratégique 2011)

La CMER et ses Églises membres croient que la foi chrétienne consiste à répondre à l'appel de Dieu de satisfaire les besoins spirituels et de favoriser la justice pour tous. Le dessein de Dieu en Christ est le renouvellement de toute la création, il s'agit d'un processus dynamique auquel l'ensemble du peuple de Dieu est invité à participer.

Pour la CMER, la mission consiste à franchir toutes les frontières et les barrières qui séparent les humains de Dieu, qui les séparent les uns des autres et qui les séparent de la création. Elle est convaincue que par ce franchissement de frontières l'Esprit rend possible la réconciliation en Christ.

La participation créative à la mission de Dieu est la joie et la responsabilité de tout croyant. Le premier lieu de l'engagement missionnaire est la communauté locale dans laquelle vivent les Chrétiens, même lorsque cette mission est entreprise au sein d'une Communion mondiale qui réunit les membres du peuple du Christ pour en faire des acteurs de justice, de réconciliation, de transformation et de rédemption.

La mission – qui rend témoignage à la justice de Dieu et surmonte les méfaits du passé – exige des efforts incessants pour dénouer les aspects historiques et admettre les associations entre esclavage, colonialisme et mission chrétienne.

La CMER cherche à pratiquer la mission avec et parmi des Églises qui comprennent que celle-ci s'effectue au sein d'une société religieusement plurielle.

La mission en première ligne

La première consultation sur le thème « Mission in the Frontline » (la mission en première ligne) s'est tenue à Breklum, en Allemagne, en novembre 2013. Ce projet avait été conçu dans un contexte de violence et de souffrance, avec un accent particulier sur les tensions entre musulmans et chrétiens.

Les participants venaient de divers pays du monde : Égypte, Hongrie, Inde, Indonésie, Allemagne, Ghana, Kenya, Liban, Malawi, Malaisie, Myanmar, Nigeria, Pays-Bas, Pakistan, Syrie, Royaume-Uni. La plupart d'entre eux appartenaient à des Églises connaissant des situations de tension et de conflit interreligieux.

Ils ont échangé des récits, ils ont travaillé ensemble sur des thèmes tels que l'identité et la visibilité religieuses ; comment vivre ensemble et en paix en tant que croyants de religions différentes ; l'égalité citoyenne comme concept central dans des sociétés pluralistes ; et pour finir, comment la mission est-elle encore possible dans de telles situations de tension.

En novembre 2016, un groupe de planification s'est réuni au Liban avec des responsables et des pasteurs d'Églises membres au Moyen-Orient. Il s'agissait de commencer à préparer la prochaine consultation sur « la mission en première ligne ». De nombreux sujets ont été abordés au cours de ces quelques jours de réunion, par exemple :

- Le dialogue entre Chrétiens et Musulmans comme moyen de renforcer les uns et les autres contre le fondamentalisme et comme instrument commun pour affronter la situation actuelle caractérisée par la violence et la guerre ;
- Le besoin de rompre l'isolement et d'être relié à une famille mondiale telle que la CMER ;
- Tensions entre diversité religieuse et identité religieuse ;
- Les leçons que l'on peut tirer de l'histoire du Moyen-Orient, la façon dont les minorités et les religions ont été utilisées dans le passé par les pouvoirs en vue de contrôler la région ;
- L'importance qu'il y a à traiter les causes des conflits au-delà des tensions religieuses ;

- La nécessité de découvrir les intersectionnalités dans la situation actuelle pour pouvoir formuler une réponse des Églises ;
- La nécessité, pour les Églises du Moyen-Orient, de créer leur propre espace en vue de donner une expression à un cadre commun et à leur voix prophétique ; ce qui permettrait à la famille universelle et à la communauté internationale de comprendre quelles sont les relations des chrétiens de la région avec les Musulmans, quel est leur vécu, leur histoire et leurs possibilités de vivre et d'être missionnaires dans un monde musulman depuis des siècles ;
- L'affirmation de la grâce de Dieu, de la présence de Jésus avec les communautés et avec la vie des gens dans leurs souffrances.

Le groupe a également fixé les priorités de la prochaine consultation, prévue pour novembre 2017. En voici les principales :

- L'Église comme voix prophétique s'occupant de valeurs sans soutenir de partis politiques ; elle apporte son soutien là où se trouvent ces valeurs. Un seul programme pour l'Église, la valeur de tout être humain.
- La stratégie missionnaire doit se souvenir que la mission est toujours contextuelle.
- L'Église affirme les valeurs de justice, de paix et de réconciliation ; elle doit assumer son rôle prophétique, qui est un rôle difficile.
- Le langage de première ligne est toujours le langage initial.
- La mission a un rapport avec la déconstruction, y compris celle des puissances ecclésiastiques.
- La difficulté consiste à comprendre quelles sont les puissances derrière les médias ; l'utilisation des médias sociaux doit être critique des médias solidement implantés.
- Pour être prophétiques, il faut s'engager, porter haut les valeurs et discerner les signes des temps. Une Église ne pourra pas être prophétique si elle est isolée.



Le Président Jerry Pillay et le Secrétaire général Chris Ferguson (au centre) s'adressent aux membres du Comité exécutif, en 2015, ainsi qu'à des responsables d'Églises membres de la CMER du Liban et de Syrie.

Forum chrétien mondial : discrimination, persécution, martyre

En novembre 2015, le Président Jerry Pillay a représenté la CMER à la consultation du Forum chrétien mondial sur « Discrimination, persécution et martyre, suivre le Christ ensemble », qui s'est tenue en Albanie. Cette rencontre avait pour objectif « d'amplifier la voix des Églises qui subissent la discrimination, la persécution, le martyre, d'accroître la solidarité réciproque et d'envisager des étapes concrètes à accomplir ensemble en tant qu'Église souffrante de Jésus Christ ». La consultation a rassemblé près de 150 responsables chrétiens appartenant à de nombreuses traditions (Réformés, Catholiques, Luthériens, Orthodoxes, Pentecôtistes) ; elle a discuté sur la violence et la persécution religieuse aujourd'hui dans le monde.

Dans son message, cette rencontre a reconnu que « la solidarité entre Églises chrétiennes est nécessaire au renforcement du témoignage chrétien » et elle s'est repentie à propos des persécutions du passé qui ont eu lieu à la fois « entre elles et vis-à-vis d'autres communautés religieuses ». Ce message contenait les points suivants :

En communion avec le Christ, nous nous engageons :

- a. **À mieux écouter** ce que vivent des chrétiens, des Églises et tous ceux et celles qui subissent la discrimination et la persécution, et à approfondir nos relations avec ces communautés qui souffrent.
- b. **À prier davantage** pour les Églises, les chrétiens et ceux et celles qui subissent discrimination et persécution, ainsi que pour le changement de ceux et celles qui pratiquent discrimination et persécution.
- c. **À davantage élever la voix** avec respect et dignité, clairement et avec force, au nom de celles et ceux qui souffrent.
- d. **À faire davantage** en accord mutuel pour trouver des moyens efficaces de solidarité et de soutien en vue de guérir, de réconcilier et en faveur de la liberté religieuse de tous ceux et toutes celles qui sont opprimés et persécutés.

À l'écoute du vécu de ceux et celles qui connaissent des moments difficiles, en priant et en discernant ensemble des moyens de suivre le Christ au milieu de ces dures réalités, la consultation a lancé un appel :

- a. **À tous les chrétiens** pour qu'ils intègrent davantage dans leur prière quotidienne les victimes de la discrimination, de la persécution et des souffrances pour la réalisation du règne de Dieu.
- b. **À toutes les organisations chrétiennes, aux niveaux régional, national et local**, de diverses traditions, à apprendre ensemble, à prier, œuvrer là où elles se trouvent en faveur des persécutés de façon à ce que ces derniers bénéficient de davantage de soutien.
- c. **À toutes les Églises** pour qu'elles entrent davantage en dialogue et en collaboration avec d'autres communautés religieuses et qu'elles soient « rusées comme les serpents et candides comme les colombes » (Matthieu 10, 16) en restant vigilantes, attentives et sans crainte face à la discrimination et à la persécution.
- d. **À tous les persécuteurs** qui commettent des discriminations et oppriment des chrétiens, qui violent des droits humains, pour qu'ils cessent ces violences et admettent le droit de tout être humain à la vie et à la dignité.
- e. **À tous les gouvernements** pour qu'ils respectent et protègent la liberté de religion et de croyance de tous comme droit humain fondamental. Nous lançons également un appel aux gouvernements et aux organisations internationales pour qu'ils respectent et protègent les chrétiens et autres personnes de bonne volonté contre les menaces et les violences commises au nom de la religion. En outre, nous leur demandons de travailler en faveur

de la paix et de la réconciliation, de rechercher la solution des conflits en cours et de mettre fin à l'afflux des armes, notamment lorsqu'elles sont destinées à ceux qui transgressent les droits humains.

- f. **À tous les médias** de rendre compte de manière appropriée et sans parti pris des violations de la liberté religieuse, y compris de la discrimination et de la persécution envers des chrétiens et d'autres communautés religieuses.
- g. **À toutes les institutions d'enseignement** de développer des occasions et des instruments destinés à l'enseignement des jeunes, notamment à propos des droits humains, de la tolérance en matière de religion, de la guérison des mémoires et des conflits du passé, des moyens pacifiques de résolution des conflits et de réconciliation.
- h. **À toutes les personnes de bonne volonté** d'œuvrer en faveur de la justice, de la paix, du développement, sachant que la pauvreté et le non-respect de la dignité humaine sont d'importants facteurs de violence.



L'Église évangélique presbytérienne en Égypte a accueilli plusieurs colloques interreligieux avec des chrétiens coptes et des musulmans pour tenter de construire des ponts.

Sécularisation en Europe

En février 2016 s'est tenue en Hongrie une conférence organisée conjointement avec le Conseil œcuménique des Églises, le CWM (Council for World Mission) et le *Evangelisches Missionswerk* sur le thème « Mission dans des contextes sécularisés ». Les séances étaient consacrées aux sujets suivants : « Comprendre notre environnement : qui sommes-nous en Europe ? », « Sécularisation et culture », « Le lien entre sécularisation et la place et le rôle des Églises » (perspective confessionnelle/jeunesse), « Quête d'identité dans des contextes de sécularisation », avec des études de cas provenant de différents pays européens. Dans son ouvrage intitulé « L'âge séculier » (2007/2011) Charles Taylor soutient ceci :

La croissance de la laïcité a tout d'abord signifié un dialogue religieux plus intense avec les relations humaines et autres affaires « de ce monde ». Cela répondait à une affirmation nouvelle des vertus propres à la vie ordinaire, parmi lesquelles, et non les moindres, le bonheur et une préoccupation, bien terrestre, de la vie de famille. Cela répondait aussi à un sens nouveau du temps historique, partiellement ancré dans la conscience des temps modernes d'habiter une ère nouvelle à laquelle les formes anciennes de la religion ne pouvaient plus suffire. Mais cette laïcité croissante signifiait également que l'on estimait que « ce monde » se mouvait en fonction d'un ordre impersonnel de causes et d'effets en son sein. Ce qui a aidé à prendre en charge le développement de la science moderne. Bien que, tout d'abord, cela ait permis de lire la parole de Dieu dans la nature plutôt que dans les textes anciens, très souvent on s'est désengagé vis-à-vis des relations religieuses pour aller vers l'idée d'un tout plus vaste et transcendant.

L'avis général de la conférence a été que la sécularisation, ou laïcité, correspondait à un mouvement naturel contre lequel nous ne pouvons rien. Cela n'a aucun sens de vouloir nager à contre-courant. Ce qu'il faut, c'est préparer l'avenir et lui donner forme. Il n'est pas sage toutefois de se faire trop de souci et de se donner trop d'anxiété. Il faut réfléchir à ce que nous pouvons faire à propos du courant. Voici les points sur lesquels la conférence s'est concentrée concernant le témoignage dans un monde pluri religieux :

- *Établir* des relations fondées sur le respect et la confiance avec des personnes appartenant à toutes les religions, rétablir la justice, apaiser les mémoires, provoquer réconciliation et paix.
- *Encourager* les chrétiens à renforcer leur propre identité religieuse et leur foi ... tout en tenant compte aussi des perspectives qui sont celles des adhérents aux autres religions.
- Coopérer avec d'autres communautés religieuses, participer de manière interreligieuse à des interventions en faveur de la justice et du bien commun.



Le Fonds réformé de partenariat apporte une assistance financière à des Églises de la CMER pour des aides d'urgence ou pour des projets de type missionnaire destinés à améliorer la vie de la société.



Fonds de partenariat réformé

Grâce à ce Fonds, la CMER accompagne ses membres en mission en accordant de petites subventions et autres soutiens aux Églises qui réalisent des projets de type missionnaire importants pour la vie d'une Église et pour le milieu environnant, notamment dans les pays du Sud.

Au cours de la période qui a suivi la réunion à Grand Rapids, des subventions ont été accordées à une variété de projets liés à la mission, ainsi qu'à diverses formes d'aide à des situations de catastrophe. Elles ont bénéficié à des projets comme un centre de développement pour jeunes et pour veuves au Nigeria, un projet destiné à enregistrer et établir une liste de violences envers les femmes au Congo, un centre missionnaire de l'Église au Myanmar, un centre de formation autochtone en Malaisie, une radio chrétienne au Rwanda, une école pour enfants syriens réfugiés au Liban, un programme de jeunesse en Syrie, une salle communautaire à Sri Lanka, de la formation professionnelle en Angola, un élevage de volailles au Zimbabwe, de la formation de responsables à la Grenade, du dépistage du Sida au Congo, de la formation à l'informatique au Burkina Faso, des centres médicaux au Malawi, un projet médiatique pour promouvoir la paix et lutter contre la pauvreté en Inde, un refuge pour les femmes en Grèce, une école à Madagascar, la réparation d'un bus à Cuba, un centre d'accueil de jour en Uruguay, un projet de micro-crédits pour réfugiés à Malte, le dialogue islamo-chrétien en Égypte, un projet de construction de la paix au Nigeria, de la formation de responsables en Thaïlande, un réseau théologique en Afrique australe, des aides d'urgence au Salvador, au Guatemala, en Ouganda, au Pakistan, en Corée du Nord, en Thaïlande, au Vanuatu et au Myanmar.

La plus grande partie des fonds qui alimentent ce Fonds de partenariat réformé proviennent des partenaires de la CMER, *Brot für die Welt*, *Otto per Mille*, et *Evangelisches Missionswerk in Deutschland*. Plusieurs projets ont également bénéficié du soutien d'autres Églises membres de la CMER et de partenaires œcuméniques.



3

Communion

Communion

La CMER est profondément attachée à la vie de l'ensemble de la Communion. En tant que Communion, la CMER se fonde sur l'interprétation du terme koinonia. Jésus Christ révèle que koinonia correspond à la réalité de la participation de ses sœurs et de ses frères à son corps. Cette réalité est manifeste dans nos vies lorsque nous partageons le pain et le vin à la table du Christ, lorsque, en fait, nous partageons le corps et le sang du Christ et lorsque, grâce à cette koinonia « toutes sortes d'injustices, de racisme, de séparation, d'absence de liberté se trouvent radicalement contestées. »¹ Aussi la CMER affirme-t-elle qu'il ne saurait y avoir de communion sans justice, ni de justice sans communion. Toute distinction entre l'appel à la communion et l'engagement pour la justice ignore le fondement de la koinonia. C'est pourquoi nous proclamons les dons de l'unité en Christ par une pleine communion dans laquelle toutes nos Églises pratiquent une reconnaissance mutuelle du baptême, s'invitent réciproquement à la table de la Cène et reconnaissent mutuellement l'intégrité de leur ministère. (Plan stratégique 2011)

En 2010, lorsque l'Alliance réformée mondiale (ARM) et le Conseil œcuménique réformé (sigle anglais REC) ont constitué la Communion mondiale d'Églises réformées, cette nouvelle organisation a choisi pour thème « Appelés à la communion, attachés à la justice ». Dès le départ ces éléments ont donc été considérés comme la pierre angulaire de la mission et du témoignage de la CMER.

La communion se fonde sur l'interprétation du terme *koinonia*, qui est la réalité de la participation de toutes les sœurs et de tous les frères du Christ à son corps. Cette réalité est manifeste lorsque le pain et le vin sont partagés à la table du Seigneur et lorsque, tous ensemble, les membres de cette Communion se dressent contre l'injustice, le racisme, la division, l'absence de liberté.

Notre Communion travaille à unir les Églises dans le témoignage rendu au Seigneur Jésus Christ en encourageant l'interprétation théologique, en favorisant le partenariat, en renforçant la voix de l'Église sur des questions essentielles, en améliorant le témoignage des Églises membres et en participant à diverses actions avec des institutions qui sont nos homologues et avec des partenaires dans le monde entier. La CMER favorise l'unité de l'Église et coordonne des initiatives communes pour la mission, la réflexion théologique, la formation, le renouveau de l'Église, la justice et le dialogue.

¹ Document de Lima « Baptême, Eucharistie, Ministère ».

À bien des égards, l'ensemble du travail de la CMER se fait par ou en vue de la communion, notamment parce qu'on ne se lance jamais isolément dans une activité, mais toujours en partenariat, soit avec des Églises membres, soit dans un cadre œcuménique plus vaste. Toutefois, les domaines de communication dont il est question dans le présent chapitre s'occupent plus précisément de la manière dont notre organisation travaille à se rassembler plus étroitement.

Consultation sur la communion

Former une Communion plutôt que rester une alliance ou un conseil a représenté un engagement délibéré en direction d'un processus qui, s'il doit fonctionner efficacement, approfondira les liens entre les membres et dans l'ensemble de l'organisation. À mi-chemin entre l'Assemblée générale de l'unification en 2010 et celle de cette année, une consultation s'est réunie pour vérifier la façon dont les choses avançaient.



La consultation sur la Communion, qui s'est tenue en février 2014 à Grand Rapids (Michigan) aux États-Unis, a rassemblé des théologiens du monde entier, parmi lesquels (de g. à dr.) Sabine Dressler, Bridget Eli Adzo Ben-Naimah et Iain Torrance.

En février 2014, 50 dirigeants d'Églises venus du monde entier se sont réunis pour cette consultation sur la communion et ont produit un rapport sur ce thème qui fut présenté au Comité exécutif de la CMER en mai de la même année.

« La communion est un don de Dieu », tel était le thème qui revenait sans cesse au cours de cette consultation et dans le rapport, de même que la constatation que, pour l'Église, l'unité c'est toujours l'unité en Christ.

On a également discuté pour savoir comment préserver cette communion et comment la Communion devait agir, à la fois en son sein et en dehors. Le rapport comporte une longue liste d'obstacles potentiels à la communion et note pourtant : « Nous, qui croyons au Dieu trinitaire, nous voyons que notre pèlerinage en tant que communion ne s'achève jamais, que nous ne cessons pas d'apprendre à vivre ensemble, à être ouverts aux autres, que la communion attend quelque chose de notre part, exige que nous avançons avec humilité, sur le modèle de notre Seigneur Jésus Christ, avec patience, nous supportant les uns les autres dans l'amour par les dons de l'Esprit. »

Parmi les recommandations du rapport, il y avait les moyens d'augmenter la participation à l'édification de la Communion en stimulant une meilleure coopération interrégionale ; en favorisant des dialogues entre Églises membres, de type pastoral, relationnel, caractérisés par un respect mutuel, la réciprocité, la responsabilité ; en donnant un rôle accru à la prière et au discernement lors des prises de décision. On a également demandé que soient poursuivies des rencontres face à face dans différents secteurs de notre Communion permettant de mieux apprécier la diversité des pays, des cultures, des styles de cultes, ces rencontres étant des espaces de rencontre entre Églises.

On a également encouragé la formation de nouveaux responsables grâce à l'École mondiale de théologie de la CMER, ou par d'autres moyens, et l'on a aussi tenu à s'assurer que les pratiques de la CMER n'avaient rien de discriminatoire en fonction des régions ou du genre. La consultation a suggéré des moyens pour améliorer la communication parmi les membres de la CMER.

Conseils régionaux

Les Églises membres de la CMER sont regroupées en régions géographiques, dont plusieurs ont institué des conseils régionaux. La CMER s'appuie sur ces conseils pour qu'ils l'aident à comprendre les questions propres à telle région, les combats qui y sont menés, les bénédictions reçues. La CMER s'efforce d'avoir des réunions dans les régions pour que tous se comprennent mieux mutuellement et parviennent mieux à servir et à rechercher la justice dans le monde entier (cf. chapitre 4).

Le contact avec différentes régions du monde donne de nouveaux aperçus et, assez souvent, l'ordre du jour de ces rencontres comporte intentionnellement des points qui ont un rapport avec la région où se tient la rencontre. Cela permet à la CMER d'appuyer un travail au plan régional tout en informant ses membres sur ce que signifie le fait d'être véritablement unifiés en Christ.



Responsables régionaux et membres du Bureau de la CMER lors d'une consultation sur l'acquisition de capacités au niveau régional en février 2017 à Hanovre (Allemagne).



Les conseils régionaux de la CMER se réunissent régulièrement pour discuter de questions importantes pour les Églises de leur région. Leurs responsables élus participent au comité exécutif pour présenter ces préoccupations à l'ensemble de l'organisation. Ici, les participants du Conseil régional de l'Asie du Nord-Est lors de leur rencontre de 2014.

En 2011, un nouvel accord de partenariat a été signé entre la CMER et EWM (*Evangelisches Missionswerk*), qui est une organisation œcuménique allemande. Ce nouveau partenariat a inclus deux des conseils régionaux : AIPRAL, le conseil latino-américain en a été renforcé et, du fait de ressources financières supplémentaires, peut poursuivre son action grâce à des programmes importants et à la publication du magazine *La Voz*. Ce partenariat a permis la résurrection d'ACRC (Communauté africaine d'Églises réformées), qui a pu organiser des consultations et des réunions supplémentaires pour consolider la mission des Églises membres en Afrique. L'ACRC a organisé plusieurs programmes sous régionaux et une assemblée.

En 2012, à Genève, une consultation a réuni des responsables régionaux de conseils officiellement reconnus en Asie du Nord-Est (NEAAC), en Afrique (ACRC), en Europe (CMER Europe), en Amérique latine (AIPRAL), aux Caraïbes et en Amérique du Nord (CANAAC). Il s'agissait d'élaborer un accord sur la manière dont le secrétariat et les bureaux régionaux pouvaient collaborer et de discerner des thèmes ou des programmes particuliers susceptibles d'être abordés ensemble. Les représentants ont parlé du contexte de leur travail et des problèmes auxquels ils sont confrontés, ce qui a permis au groupe de voir quels programmes on pourrait et devrait coordonner et quels sont ceux qu'il serait plus avisé de confier aux bureaux régionaux. On s'est entendu sur un engagement en vue d'améliorer la communication entre les groupes ainsi qu'avec le secrétariat de la CMER, et sur des protocoles dans ce sens, y compris l'engagement d'une réunion annuelle des responsables régionaux (si la situation financière le permet) et sur l'échange sur les priorités régionales et sur l'information financière.

Lors de sa session de 2016, le Comité exécutif a encore abordé le sujet des régions et des conseils régionaux en discutant de leurs relations avec la Communion dans son ensemble et de la façon de les organiser. Deux nouveaux conseils ont commencé à se réunir, en Indonésie et en Asie du Sud, et deux autres régions demandent de l'aide pour commencer à s'organiser, au Moyen-Orient et dans le Pacifique.

Ainsi, en février 2017, une consultation sur l'autonomisation régionale (Regional Empowerment) s'est tenue à Hanovre. Il s'agissait non seulement de traiter les grandes questions stratégiques relatives aux régions et à leurs conseils, mais aussi d'examiner les recommandations et les plans établis lors de la consultation de 2012 à Genève. Étaient présents les membres du Bureau, les responsables des régions, que celles-ci aient déjà ou non des conseils officiellement reconnus et un personnel exécutif. Ainsi était garantie une représentation de l'ensemble de la Communion.

Des engagements ont été pris en vue de renforcer la coordination entre le secrétariat et les régions à propos de la communication, des contributions des membres, des projets, des programmes, de la participation. On s'est également engagé sur un mécanisme particulier consistant à réunir chaque année les responsables régionaux et le personnel exécutif régional pendant les réunions du Comité exécutif. Des propositions concernant le statut et la constitution des conseils régionaux seront présentées à la délibération de l'Assemblée générale.

Églises membres

En ce qui concerne le soutien de ses Églises membres lorsque nécessaire, la CMER répond lorsqu'elle est interpellée et cherche préventivement des moyens. C'est là un aspect important du processus d'édification de la communion, qui peut être très simple, comme par exemple lancer un appel à la prière en cas d'incident, mais aussi très complexe, comme accompagner une Église dans son travail d'instauration de la justice, de la paix, de la réconciliation dans une région souffrant de la guerre depuis des années. Les régions ci-dessous ne sont que des exemples d'endroits où la Communion a accompagné ses membres.

Moyen-Orient

Dans une région du monde sujette presque en permanence à des troubles et où la foi chrétienne ne cesse d'être menacée, nos Églises continuent fidèlement de prêcher l'évangile. La CMER est solidaire de ces frères et de ces sœurs de toutes les manières possibles.

Lors de la réunion du Comité exécutif en 2015, au Liban, la CMER avait adopté une déclaration sur le Moyen-Orient. Déclaration qui avait été mise en forme pendant la réunion, une équipe désignée à cet effet avait entendu des récits de chrétiens travaillant dans des pays de la région. « Le berceau du christianisme est en crise, bien des lieux en sont démolis et bouleversés » disait ce document.

Inspiré par les paroles du prophète Esaïe, ce texte appelait les Églises à être des « réparatrices de brèches, des restauratrices de ruelles pour qu'on y habite » (Esaïe 58, 12). Il rappelait que « historiquement, chrétiens et musulmans ont souvent vécu en paix les uns à côté des autres, bénéficiant d'un dialogue vivant et partageant des valeurs communes pour le bien de leurs communautés. Nous déplorons la dégradation des relations qui trouve son origine dans des mouvements religieux radicaux et nous regrettons profondément la façon dont la religion est utilisée à des fins politiques. Aujourd'hui encore, en dépit de leur nombre qui va sans cesse en diminuant, les chrétiens du Moyen-Orient restent le sel et la lumière dans la population. Nous avons pu constater que leur rôle et leur influence y dépassent largement leurs effectifs. »

La réunion du Comité exécutif au Liban « a été pour nous une occasion de plus de dire notre solidarité avec nos membres vivant dans cette région. Ce n'est pas là un acte isolé, mais le début d'un engagement renouvelé. »

La déclaration demandait aussi que soit reconnue au niveau mondial la souffrance de tous les peuples du Moyen-Orient, que soit mis fin à la violence en Syrie et que l'on prie pour la paix dans cette région.

Le texte exhortait aussi les responsables de la CMER à renforcer les liens entre les Églises du Moyen-Orient et invitait les Églises d'autres régions à se joindre à celles-ci, en signe de solidarité, en faisant connaître des récits concernant ces Églises et leurs membres, en accueillant des voisins et en déclarant que les gouvernements de leurs pays sont responsables d'avoir contribué aux troubles dans cette région. Les Églises membres étaient également incitées à s'inspirer de l'attitude de leurs sœurs et de leurs frères au Moyen-Orient qui manifestent l'amour du Christ au milieu d'incroyables difficultés, avec des appels fréquents à souffrir et à prier pour que cessent la guerre et l'injustice.

Cuba

Lorsque le Comité exécutif s'est réuni à Cuba, en 2016, cet événement historique a été marqué par une déclaration émanant de Cuba qui proposait la solidarité et le soutien permanent de cette Église. Cette session de six jours a permis aux membres du Comité de constater de leurs propres yeux à quel point le travail de cette Église était riche d'inspiration. « Cette Église nous a montré que la foi n'est pas une entreprise fragile mais une force de résistance. Elle a utilisé le vécu de moments difficiles pour en faire une dépendance accrue vis-à-vis de Dieu par la réalisation de miracles survenant en son sein quotidiennement. Même lorsque des gouvernements cherchaient à établir des séparations en dressant des murs entre les nations et les peuples, l'Église réformée dans son ensemble a continué à établir des relations et des partenariats. »

Ces relations ont permis à l'Église réformée presbytérienne de Cuba de fournir au monde œcuménique des responsables solides et de proposer une base théologique pour comprendre la mission dans le cadre des luttes dans le contexte cubain. Cette déclaration exprime également du respect pour le rôle joué par Cuba dans les pourparlers de paix en Colombie, et souligne que beaucoup de gens, en Amérique latine, doivent leur bonne santé aux travailleurs médicaux entraînés à Cuba.

Le document appelle les Églises membres aux États-Unis à poursuivre leur action en faveur de la fin du blocus ou embargo économique et il invite tous les membres à renouveler ou à établir des relations avec l'Église de Cuba.

Initiatives de paix au niveau mondial

Colombie

La paix en Colombie a connu une avancée importante en 2016 avec la signature de l'accord de paix. Ce document mettait fin officiellement au plus long conflit interne du monde, un demi-siècle de guerre entre les guérillas FARC et le gouvernement colombien. Les FARC renoncent à la lutte armée et vont s'efforcer d'entrer dans le processus politique.

Selon Chris Ferguson, « les négociations ont été longues et difficiles, mais elles indiquent que des progrès en faveur d'une paix juste peuvent être obtenus, y compris dans des circonstances très sensibles ». Avant d'être Secrétaire général de la CMER, Chris Ferguson a travaillé pendant trois ans au Programme d'accompagnement œcuménique en Colombie, pour soutenir des communautés victimes de violence. L'Église presbytérienne de Colombie a longtemps été mêlée au soutien du processus de paix ainsi qu'aux questions de justice sociale sur lesquelles les FARC ont mis l'accent.

Grâce à une subvention du programme *Otto per Mille* la CMER participe à la poursuite de ce travail, en mettant l'accent sur l'accompagnement et la vérification du processus de paix. L'Église presbytérienne de Colombie, avec ses paroisses locales et ses partenaires civils et œcuméniques, travaille dans les régions les plus touchées par le conflit et vérifie la mise en œuvre des termes de l'accord de paix.

Péninsule coréenne

En septembre 2016, une délégation de la CMER qui visitait la République populaire démocratique de Corée a entendu un appel urgent concernant le désir de désescalade à propos des provocations et des tensions, et le besoin de rétablir le dialogue et les négociations, de transformer l'armistice en traité de paix.

Cette visite se situait dans le cadre d'un engagement déjà ancien de la CMER, du Conseil œcuménique des Églises (COE) et du mouvement œcuménique en général consistant à rester en contact avec les chrétiens de Corée du Nord et à intervenir en faveur d'une réunification pacifique de la péninsule coréenne. La Fédération chrétienne coréenne a renouvelé son souhait de conserver de bonnes relations avec les Églises et les organisations œcuméniques du monde entier et leur a demandé de continuer à œuvrer en faveur de la paix et de la réunification.



Des responsables de plusieurs traditions religieuses manifestent leur soutien à l'accord de paix en Colombie en 2016, avec le Président Juan Manuel Santos, et des membres de la CMER : Jairo Barriga, J. Herbert Nelson, Helis Barraza Diaz, Milton Mejia, Chris Ferguson et Gloria Ulloa.

Avant comme après cette visite en Corée du Nord, et en relation avec des membres et des partenaires œcuméniques en République de Corée, la CMER avait publié de nombreux appels en faveur de la désescalade du conflit et de la promotion du dialogue entre toutes les parties concernées.

Moyen-Orient

Dès la déclaration de 2015 sur le Moyen-Orient, la CMER s'est davantage occupée de manière préventive des efforts en faveur de la paix grâce à ses Églises membres dans la région. Le Fonds de partenariat réformé, renforcé par un don spécial de l'Église réformée en Amérique, a soutenu des efforts de secours aux réfugiés dans la Vallée de la Bekaa, coordonnés par le Synode évangélique national de Syrie et du Liban (NESSL), qui est une de nos Églises membres.

Chris Ferguson s'est beaucoup impliqué dans le travail de la CMER dans cette région, il a pris part au pèlerinage du COE pour la visite du groupe de référence Justice et Paix en Israël/Palestine, à divers projets de réflexion théologique sur le Moyen-Orient, à deux consultations organisées par le FMEEC consacrées aux chrétiens de la région, à une table ronde du NESSL sur le même sujet et à l'Assemblée générale du Conseil des Églises au Moyen-Orient.

Programme de stages

De jeunes adultes venus du monde entier participent au programme de stages de la CMER. Ces périodes les relient les uns aux autres ainsi qu'au travail de l'Église en général tout en leur permettant d'acquérir des expériences qui accroîtront leurs capacités en tant que responsables dans leurs Églises d'origine.

Chaque année, des jeunes très qualifiés posent leur candidature pour un stage de 12 mois au secrétariat de la CMER. Ces candidatures sont ouvertes à des personnes âgées de 30 ans au plus, parlant anglais, membres d'Églises de la CMER, qu'il s'agisse de pasteurs, d'étudiants avancés ou de professionnels chrétiens ; elles doivent s'intéresser au travail avec leurs Églises ou avec le mouvement œcuménique à tous les niveaux. La plupart des frais sont pris en charge par le *Evangelisches Missionswerk* (EWM), mais le stagiaire et/ou l'Église qui le ou la parraine sont priés d'en assurer une partie. Des Églises membres et des partenaires œcuméniques ont également ces dernières années parrainé des stages, ce qui a apporté des expériences utiles à de jeunes dirigeants.

Les stagiaires sont délibérément mis en contact avec l'ensemble du travail de la CMER tout en étant rattachés à l'un des services particuliers. Ceux et celles qui ont été stagiaires ont été confirmés et mis à l'épreuve de diverses façons. « J'ai rencontré beaucoup de personnes importantes, je crois pouvoir dire que j'ai acquis une bonne expérience de travail avec tous les éléments de la CMER », déclare Aiko Sumichan, d'Indonésie, stagiaire en 2013.

Fundiswa Kobo, d'Afrique du Sud, stagiaire en 2015, a été pour la première fois en contact avec la CMER en 2012 grâce à l'École mondiale de théologie qui, dit-il « m'a interpellé en m'apportant de nouvelles idées sur ce que j'avais toujours su. Le fait d'être avec des théologiens du monde entier, d'échanger nos histoires, de parler de nos combats et de trouver de nouvelles manières de faire de la théologie a été pour moi un point culminant. »

D'après Chung Doyoung, stagiaire sud-coréen en 2016, « il faut aujourd'hui que l'Église communique et communie avec le monde, avec le mouvement œcuménique, elle n'a pas le choix. »



4

Justice

Justice

La CMER s'occupera activement d'une justice fondée sur des bases bibliques et théologiques et de ses implications, c'est-à-dire l'établissement de relations justes entre tous les peuples, la justice économique et écologique, l'éradication de la pauvreté, la justice dans les relations entre les genres, l'intégrité de la création, la réconciliation, le dialogue inter-religieux, l'apaisement et l'action en faveur de la transformation des Églises comme de la société. Notre propre perception théologique de ce que nous sommes en tant que Communion sous-tend notre engagement à être une voix prophétique en faveur de la justice au nom de la CMER, de ses Églises membres et de ses conseils régionaux. (Plan stratégique 2011)

La CMER et ses Églises membres pensent que la foi chrétienne nous appelle à répondre aux besoins spirituels et à promouvoir la justice au moyen de l'amour de Jésus Christ. Dieu nous a conféré le grand privilège d'être ses collaborateurs dans ce ministère. Par son acceptation, la CMER reconnaît les privilèges et les responsabilités qui lui sont confiés et elle s'engage donc à nouveau par rapport à ce principe fondamental et cependant profond selon lequel, dans la communion, tous appartiennent à Dieu et les uns aux autres, et tous sont responsables ensemble de la gestion de la création de Dieu.

À cet égard, la CMER admet sa part de responsabilité dans les problèmes de ce monde. Notre joie, c'est que, pour ce pèlerinage, nous soyons conduits par le Dieu de justice, nous croyons que nous sommes appelés à collaborer avec Dieu pour créer un monde différent – un monde de paix, de justice, en harmonie avec la création.

Le bureau Justice et Partenariat travaille avec les conseils régionaux de la CMER, avec les Églises membres et avec les partenaires œcuméniques en faveur d'un engagement effectif dans les questions relatives à la justice.

La Confession d'Accra

La Confession d'Accra, « Alliance pour la justice économie et écologique » a été adoptée par les délégués à la 24^{ème} Assemblée générale de l'Alliance réformée mondiale (l'une des deux organisations qui ont précédé la CMER) à Accra, au Ghana, en 2004. Elle a été réaffirmée lors de l'Assemblée générale de l'unification en 2010. Elle se fonde sur la conviction théologique que les injustices économiques et écologiques de l'économie mondiale actuelle exigent de la famille réformée une réponse qui soit une question de foi dans l'évangile de Jésus Christ.

Cette Confession déclare que les questions relatives à la justice économique et écologique ne concernent pas seulement le domaine sociétal, politique ou moral, mais qu'elles font intégralement partie de la foi en Jésus Christ et qu'elles touchent à l'intégrité de l'Église. Pour être fidèles à l'alliance avec Dieu, les chrétiens individuellement et les Églises doivent prendre position contre les injustices actuelles en matière économique et environnementale.

L'Église est solidaire des personnes qui souffrent et qui luttent. À la suite des traditions de justice des prophètes bibliques et de Jésus dans les récits évangéliques, la Confession d'Accra regarde à la situation actuelle du monde « à travers les yeux des personnes qui sont pauvres et qui souffrent ». Elle appelle les Églises et la société à entendre leurs cris et les blessures de la création elle-même, victime de la surconsommation et dévaluée par l'économie mondiale actuelle.

En 2014, pour commémorer le dixième anniversaire de la Confession, le bureau Justice et partenariat a organisé avec les conseils régionaux une série de consultations au Kenya, à Taïwan, en Colombie, à la Jamaïque et en Allemagne, aboutissant à une consultation mondiale à Hanovre, en Allemagne. Au cours de ces réunions, on a dit comment le message d'Accra continue à trouver des échos et à interpeller. Il reste encore beaucoup à faire si l'on veut aboutir aux réformes nécessaires pour restaurer le monde dans l'état où Dieu le veut.



Des participants du monde entier à la consultation sur le 10^{ème} anniversaire de la Confession d'Accra, en novembre 2014, à Hanovre (Allemagne).

C'est la triste conclusion de la consultation qui s'est tenue en mars 2014 à la Jamaïque et qui était organisée par le CANAAC (Conseil de la région Caraïbe et Amérique du Nord) : « Depuis dix ans que la Confession d'Accra a été adoptée, rien n'a vraiment changé. » Cette réunion a proposé trois domaines de partenariat visant à la justice susceptibles de faire bouger quelque chose dans le domaine des principes confessés dans la Confession : traite des êtres humains ; pauvreté, inégalité, chômage ; réforme agricole.

En juin 2014, les membres de l'organisme régional latino-américain connu par son sigle en espagnol AIPRAL, ont rédigé la Déclaration de Barranquilla à l'occasion de leur consultation. Ce texte appelait à informer et à encourager les Églises membres à inclure la Confession d'Accra dans la liste de leurs confessions de foi. Il demandait également l'inscription des principes d'Accra dans des établissements publics, tels que les banques mondiales, les gouvernements et autres organisations internationales. Il souhaitait que l'on puisse participer à et soutenir des efforts collectifs visant à créer des solutions de rechange dans le domaine économique, culturel et politique plaçant la dignité humaine et le souci de l'environnement au premier plan, et à établir des alliances plus solides avec les Églises des pays du Nord en vue d'élaborer des systèmes économiques rendant honneur et gloire à Dieu dans l'intérêt de tout le peuple de Dieu.

La Déclaration de Barranquilla remarque que « la Confession d'Accra démasque ce qui fait l'idéal d'un être humain selon le système capitaliste qui exclut tant de gens et qui se caractérise par l'exploitation et l'égoïsme. La Confession exalte l'humanité en tant qu'objet ou moyen de sauver la notion biblique d'être humain créé à l'image de Dieu. »

En septembre 2014, une petite trentaine de délégués d'ACRC (Communion africaine d'Églises réformées) s'est retrouvée à Nairobi, au Kenya. Après la critique et l'examen du témoignage de la Confession d'Accra, les délégués ont abordé la nécessité de sortir d'un esprit « station missionnaire » et ils ont repéré certains principes et activités théologiques permettant de faire avancer l'Église dans ce sens. Il s'agissait de susciter chez les responsables, les théologiens, les pasteurs, les chrétiens des Églises d'Afrique des possibilités de discuter de leurs expériences culturelles et spirituelles purement africaines et de demander au Comité exécutif de la CMER de rechercher des occasions et de trouver des possibilités de réflexion théologique, organisation de conférences, bourses, engagement accru à propos de la Confession d'Accra ; de promettre sa solidarité aux jeunes gens et jeunes filles africains victimes de traite d'êtres humains et de violence envers les enfants ; de dénoncer l'obsession du pouvoir dans toutes les structures des Églises.

Le NEACC (Conseil de la région Asie du Nord-Est), qui s'est réuni à Taipei (Taiwan) en septembre 2014, rassemblait des représentants d'Églises de Taiwan, de Corée, du Japon et de Hong Kong. Les participants ont souligné que, si les questions varient d'une région à l'autre, de nombreuses préoccupations traversent les frontières, comme l'exploitation salariale, la discrimination raciale ou salariale, l'annulation des droits humains. Le Conseil a également constaté : « Étant donné que, dans notre région, les chrétiens sont minoritaires et vivent dans une société pluri religieuse, il est essentiel que nous coopérons avec d'autres religions pour aborder les questions soulevées par la Confession d'Accra. Tous les peuples, quelle que soit leur croyance, sont concernés par le système économique et financier actuel. Tous portent une responsabilité commune, en tant que citoyens, pour transformer les injustices inhérentes à ce système et pour assurer un ensemble de sécurité dans la société afin de protéger les plus faibles, les plus démunis, les jeunes et les femmes en particulier. » Le Conseil a dit son souhait d'un plan d'action destiné à démêler et à traiter les nombreuses injustices de notre monde.

La consultation CMER Europe, en octobre 2014, s'est particulièrement intéressée à l'asile et aux migrations, ces deux questions étant spécialement importantes pour la justice dans cette région. On y a considéré à la fois les causes des migrations forcées et les réactions des pays européens à l'afflux de réfugiés. Divers orateurs se sont exprimés, notamment ceux venant de pays européens qui sont les premiers à recevoir des réfugiés, la Grèce et l'Italie, ainsi que ceux qui ont à les installer de façon plus permanente, comme la Hongrie et l'Allemagne. Une autre voix importante s'est fait entendre, venant du Moyen-Orient : « Il est facile d'envoyer de l'argent, plus difficile d'être avec les gens dans leurs souffrances ». Mais c'est ce à quoi l'Église est appelée, être avec les gens. Comment faire si les frontières sont fermées ?

En novembre 2014, la consultation mondiale a entendu des rapports de toutes les régions et a publié un texte recommandant une série d'engagements destinés à être adoptés par le Comité exécutif :

- ouverture aux enjeux de la Confession d'Accra alors qu'apparaît une nouvelle crise qui appelle à de nouvelles interprétations ;
- libération et résistance contre toutes les formes de domination ;
- collaboration avec nos partenaires et avec les mouvements sociaux ;
- écouter attentivement la voix de ceux et celles qui sont en marge, que nous avons réduits au silence, ainsi que la voix de l'Esprit.

On a également recommandé des secteurs d'action : lecture critique de l'Écriture et documentation créative à l'intention des paroisses pour rendre témoignage au Dieu de la vie à propos des castes, des changements climatiques, du genre et de la sexualité, de la traite des êtres humains, de l'immigration et des migrations, de la nouvelle architecture financière et économique internationale, du racisme et de la théologie dite « *theology of enough* ».

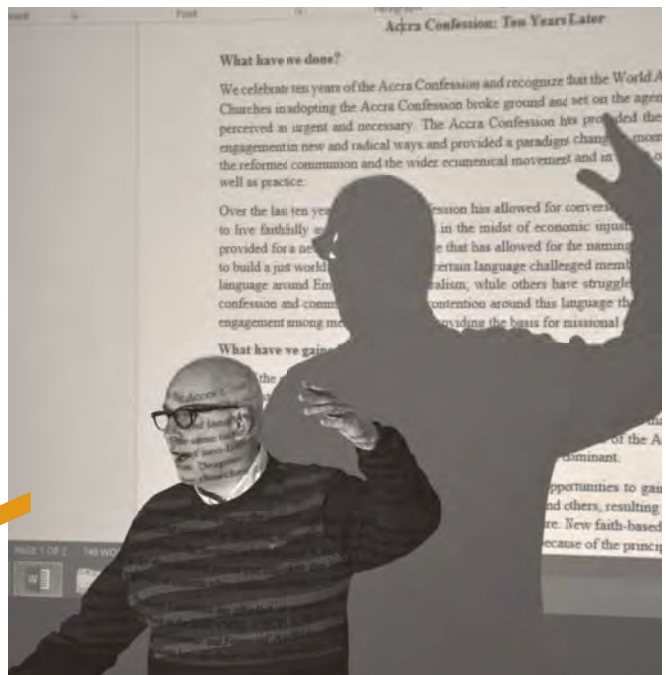
À la suite de ces consultations quelques rencontres bi régionales ont eu lieu au cours des deux années suivantes sous le thème « Accra + 10 ». Alors que la participation augmentait, le thème se concentrait et chacune de ces consultations a considéré Accra dans une perspective de justice dans les relations entre les genres. Il s'agissait d'insister sur le lien entre justice de genre et justice économique.

En novembre 2015, des participants originaires de l'ACRC et du NEACC se sont rencontrés sur le thème « Lecture de genre sur les signes des temps » pour une réflexion dans une perspective de genre et de différents contextes

sur les difficultés que rencontrent les Églises face à la violence, à l'injustice et à la double dégradation des humains et de la nature.

Après avoir examiné et étudié la Parole de Dieu, les délégués se sont engagés à travailler sur les questions qui suivent et ont invité les Églises membres à faire de même :

- faciliter la formation et la reformation des pasteurs de façon à avoir une interprétation biblique porteuse d'un message de vie ;
- chercher à modifier les politiques et les dispositions constitutionnelles qui empêchent une pleine participation de tous ;
- élaborer un modèle d'étude biblique à l'usage des Églises locales qui encourage le refus d'exclusion ; améliorer le réseau entre Églises membres, régions et Communion au niveau international et soutenir ce travail, garantir une juste représentation de tous ;
- créer ou renforcer des services consacrés à la justice dans toutes les Églises membres.



Roberto Jordan présente une introduction lors de la consultation mondiale sur le 10^{ème} anniversaire de la Confession d'Accra.

La deuxième consultation bi régionale a eu lieu à Cuba en janvier 2016. Les participants venaient des Amériques, d'AIPRAL comme du CANAAC. Le thème, là aussi était : « Lecture de genre des signes des temps ».

Dans la conclusion de sa déclaration, cette consultation disait : « Nous sommes appelés à une mission de justice qui exige de nous une action publique et politique. Nous devons dénoncer les systèmes injustes et travailler en faveur de la justice et de l'équité, formuler de nouveaux modèles de relation, vivre avec les gens pour la paix. Marchant avec eux, nous sommes censés dénoncer la manière dont les médias continuent de créer des images encourageant la discrimination et la marchandisation des êtres humains. Ce qui exige pour l'Église des dirigeants attachés à notre foi réformée et à notre mission ainsi qu'à ces projets, dans des actions locales, nationales et régionales. »



L'action en faveur de la justice économique peut prendre bien des formes. Lors d'une conférence en décembre 2016, en Argentine, qui réunissait des banquiers et des responsables religieux, on a abordé les questions d'éthique et d'économie liées au système financier international.

Ici (de g. à dr.) : Dora Arce-Valentin, Helis Barraza Diaz, Dario Barolin, Adelaida Jimenez Cortés, Milton Mejia et Carola Tron.

Justice économique

La Déclaration de São Paulo lance la conversation

L'Assemblée générale de l'unification ayant donné mandat, en 2010, d'aborder les questions relatives à l'injustice économique par le biais de l'architecture ou du système financier international, la CMER, le Conseil œcuménique (COE) et le CWM (Council for World Mission) ont rédigé en 2012 le « São Paulo Statement : International Financial Transformation for the Economy of Life » (Déclaration de São Paulo : Transformation financière internationale pour l'économie de la vie). Ce document demande des réformes économiques au niveau mondial aboutissant à « un régime international éthique, juste et démocratique basé sur un cadre de valeurs communes : honnêteté, justice sociale, dignité humaine, responsabilité mutuelle, viabilité écologique. »

Des organismes œcuméniques latino-américains ont utilisé ce document pour organiser des rencontres avec des représentants gouvernementaux en Argentine, en Bolivie, au Pérou et au Guyane.

Cette déclaration a également produit en 2013 le NIFEA (Comité œcuménique pour une nouvelle architecture financière et économique internationale). Créé par la CMER, le COE, le CWM et la Fédération luthérienne mondiale (FLM), ce groupe d'experts internationaux a été chargé de faire des propositions destinées à favoriser des systèmes économiques et financiers éthiques, justes et durables.

Le comité a déterminé les priorités suivantes :

1. Instituer une école œcuménique de gouvernance, d'économie et de gestion pour créer des compétences économiques au sein du mouvement œcuménique ;
2. Convoquer une conférence interreligieuse sur la banque alternative ;
3. Établir un contrôle des dépenses et des recettes gouvernementales et exiger des réformes lorsque le gouvernement n'agit pas conformément à l'intérêt public, lorsqu'il favorise ou tolère la corruption, qu'il accorde des privilèges spéciaux, des avantages, lorsqu'il empêche le contrôle des citoyens, qu'il favorise les riches au détriment des pauvres, un groupe ethnique au détriment d'un autre, des groupes sociaux les uns contre les autres, les hommes contre les femmes ;

4. Se joindre aux efforts de la société civile et les renforcer en vue d'encourager l'adoption d'un mécanisme global de fonctionnement de la dette ;
5. Contribuer à la préparation d'une conférence destinée à faire le point sur les réformes de l'architecture financière internationale, identifier et exiger les réformes nécessaires en vue de la mise en place ou de la modification des pratiques et des institutions susceptibles de favoriser un système juste de gouvernance financière et économique ;
6. Mener des campagnes pour permettre aux gouvernements et aux institutions financières et économiques internationales de remplacer la croissance économique comme indicateur de progrès par des indicateurs évaluant l'ensemble de la condition humaine, sociale, économique et écologique, et appuyer la recherche destinée à évaluer les solutions existantes.

Le travail pour atteindre ces priorités comporte le lancement de l'École sur la gouvernance, l'économie et la gestion (GEM). Au cours d'un apprentissage de 10 jours, des responsables d'Église, de futurs responsables, des experts économiques se réunissent pour discuter de systèmes économiques plus justes. Au final, les étudiants préparent des projets de propositions susceptibles d'être mis en application au cours des deux ou trois années suivantes avec l'objectif de mettre en question l'économie et de lui donner une nouvelle forme. La première école GEM s'est ouverte à Hong Kong en 2016, la deuxième aura lieu à Lusaka, en Zambie, en août et septembre 2017.

Justice sociale

On estime à environ 21 millions le nombre de personnes victimes de la traite d'êtres humains dans le monde. Sur ce total, 14,2 millions (68%) sont exploités pour leur travail, 4,5 millions (22%) subissent une exploitation sexuelle et 2,2 millions (10%) sont victimes du travail forcé imposé par un état.¹ Beaucoup sont des enfants.

La traite humaine est un commerce délibéré qui nous touche tous. Elle utilise le corps des femmes, des hommes, des enfants, elle en fait des objets destinés à satisfaire des demandes en matière de travail et de sexe dans le cadre d'un système économique de grande envergure pour qui les humains sont des marchandises et dans lequel les personnes n'ont pas la même valeur en fonction de leur genre, de leur race, de leur statut et de leur orientation sexuelle. La cause essentielle se situe dans des systèmes économiques qui engendrent et entretiennent la misère et ne reconnaissent pas aux êtres humains de valeur intrinsèque.

Le réseau Justice de la CMER s'est réuni à Cuba en 2013 pour discuter d'un programme traitant de cette question. Selon les participants, la traite d'êtres humains est une injustice qui révèle une plus grande injustice économique systématique dont la famille réformée a dit, à Accra, que c'était un péché. La traite fait apparaître les principes dénaturés et transgresseurs de nos économies où les gens sont sacrifiés au profit et où la dignité intrinsèque de l'être humain est niée et ridiculisée. En janvier 2014, un groupe de travail s'est réuni à Buenos Aires, en Argentine, pour élaborer un projet et un document de réflexion sur cette douloureuse question.

Ce qui a conduit à la réalisation de « Broken for You » (rompu pour vous), document destiné à être utilisé au cours du Carême de 2015. On y trouvait des liturgies pour les moments de culte ainsi que des lectures quotidiennes et des indications pratiques pour lutter contre la traite d'êtres humains. Cette campagne « Broken for You » avait pour objectif d'attirer l'attention sur le fléau de la traite et de susciter une spiritualité qui rende honneur à la vie et à la dignité de tous. Ce document n'était disponible qu'en anglais, mais il a eu des effets positifs et a servi, dans de nombreuses Églises de la CMER.

¹ Statistiques tirées de : <http://www.humanrightsfirst.org/resource/human-trafficking-numbers>.

Le groupe de travail sur la traite d'êtres humains s'est également réuni en juillet 2015 à El Paso, au Texas (États-Unis). Il a pris connaissance de récits personnels émanant de migrants et des personnes qui s'en occupent à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, ce qui a permis au groupe de bien réaliser la façon dont se présente la situation de part et d'autre.

Il a également rencontré des organisations qui s'occupent de la traite, de l'immigration et du travail sur la frontière. Par exemple, *Pasos de Fe*, *Casa Amiga*, *le foyer Annunciacion*, *le projet Vida*, *Derechos Humanos Integrales en Accion* et le Centre pour l'espoir. Le groupe de travail s'est également rendu à Juárez, au Mexique, pour y rencontrer des organisations travaillant sur la question de la traite d'êtres humains d'un point de vue global, en prenant en compte les diverses causes qui contribuent à fragiliser les personnes, susceptibles de perdre leur intégrité d'être humain, de devenir des « marchandises », c'est-à-dire, entre autres choses, la mondialisation néolibérale, les changements climatiques, les guerres.

Réfugiés

La conférence organisée par CMER Europe sur Asile et Migration, qui s'est tenue en octobre 2014 à Hanovre, en Allemagne, s'est entretenue de la question essentielle du nombre de réfugiés qui continuent d'entrer en Europe et de ce que devrait être la réaction des Églises.

Elle s'est principalement occupée des barrières élevées qui, de manière à la fois littérale et métaphorique, ont été créées par les politiques gouvernementales et par l'indifférence culturelle. L'Église a vocation à s'engager en faveur de ces personnes parce qu'il s'agit du peuple de Dieu. De nombreuses Églises, dans l'Europe entière, travaillent avec les réfugiés, mais il reste encore beaucoup à faire pour briser les barrières mises en place par les gouvernements et pour aider les gens à trouver des logements, du travail, des connaissances pratiques pour vivre dans un autre pays.

Fin 2016, CMER Europe a créé un groupe ad hoc sur Migration et réfugiés en réponse au nombre sans précédent de réfugiés qui entrent en Europe. Ce groupe a commencé par une réflexion théologique sur la migration, il a lancé



Les membres du groupe de travail sur la traite des êtres humains, réunis à la frontière entre le Mexique et les États-Unis.

un dialogue sur les relations islamo-chrétiennes, ouvert un partenariat avec des Églises du Moyen-Orient, échangé à propos des meilleures façons de procéder dans divers contextes, tout ceci au moyen d'actions concrètes de solidarité.

Le groupe ad hoc s'est réuni en Hongrie et en Grèce pour constater de visu quelles étaient les réponses des Églises membres. Il a également reçu des informations de la part d'autres Églises européennes, y compris celles qui étaient présentes dans le groupe, à propos des efforts réalisés par les Églises pour accueillir et installer des réfugiés dans leur nouveau pays. Certaines Églises ont également travaillé à la modification de lois et de restrictions qui compliquent la réinstallation des réfugiés.

Il a rédigé un projet de déclaration aux membres de CMER Europe dans lequel on peut lire, entre autres : « Les personnes qui sont en quête de refuge ne représentent pas seulement pour l'Église un problème éthique ou politique, elles interpellent nos Églises au cœur de leur identité théologique et de leur mission. En accord avec le témoignage biblique, avec sa vocation et sa mission, l'Église réformée a une longue tradition d'engagement vis-à-vis de la vie, de la dignité et du bien-être des réfugiés. »

Justice de genre

Délégation aux Nations Unies

En mars 2014, Dora Arce Valentín, secrétaire exécutive de la CMER pour Justice et partenariat, a participé à une délégation de l'Église presbytérienne aux États-Unis venue intervenir en faveur de la justice de genre à la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme (CSW). La CSW est une commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), c'est le principal organe politique exclusivement consacré à l'égalité entre les genres et à la promotion des femmes. La présence de la CMER au sein de cette délégation a donné une certaine visibilité à la famille réformée engagée envers la justice de genre et opposée à la violence dans les relations entre les sexes.

Des groupes concernés par la justice dans les relations entre genres ont participé à cette session. Le thème prioritaire de la 58^{ème} session était : « Les défis et les réalisations dans la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement pour les femmes et les filles. » En réponse à ce thème, l'association « Ecumenical Women » a demandé l'intégration de quatre thèmes dans le document final de la Commission : pauvreté et faim ; accès à une éducation de qualité, à l'emploi et à la prise de décision ; plein accès à la santé, y compris aux services de santé sexuelle et reproductive ; modifications des normes sociales en réponse à la violence envers les femmes et les filles.

Mettre fin à la violence envers les femmes

En novembre 2013, les Églises du monde entier avaient été invitées à se joindre au « *Speak Out Sunday* » (le dimanche pour se faire entendre) afin de développer le dialogue, l'information, la prière, les actions concernant la violence sexuelle et sa prévention. Cette journée était organisée par « *We Will Speak Out* » (nous nous ferons entendre), qui est une coalition mondiale d'ONG d'inspiration chrétienne et d'organisations ecclésiastiques, parmi lesquelles la CMER. Ce dimanche, le « *Speak Out Sunday* », a marqué 16 jours de militance contre la violence envers les femmes, une période qui fut observée à partir du 25 novembre (journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la violence envers les femmes) et jusqu'au 10 décembre (Journée internationale des droits de l'homme).

Un rapport publié en juin 2013 par l'Organisation mondiale de la santé a souligné que la violence physique ou sexuelle constituait un problème de santé publique affectant plus d'un tiers des femmes dans le monde. Ce rapport, qui est la première étude systématique de données universelles sur la fréquence des violences envers les femmes, a découvert que la violence la plus fréquente émane du partenaire le plus proche et que cela touche 30% des femmes dans le monde. « *We Will Speak Out* » cherche à mobiliser les efforts en vue de mettre fin la violence sexuelle en appuyant les Églises qui s'y opposent, qui font preuve d'une orientation forte et positive et qui sont des lieux où les gens sont en sécurité. Il cherche également à influencer la législation et les politiques en parlant d'une seule voix.

La promotion passe aussi par la participation à la campagne des « *Thursdays in Black* » (les jeudis en noir) qui s'oppose à la violence sexuelle et de genre, ainsi que, chaque année, aux « 16 jours pour militer contre la violence de genre », en compagnie de partenaires œcuméniques et interreligieux comme



Yvette Rabemila et
Brigitte Rabarijaona,
pasteures ordonnées
de l'Église de Jésus
Christ à Madagascar
(FJKM), ont reçu le
Prix Sylvia Michel 2014.

la Fédération luthérienne mondiale, Mission 21, le COE, la Communion anglicane, les UCJF, *Islamic Relief*. Cette campagne se déroule chaque année entre le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et le 10 décembre, Journée des droits de l'homme.

Bourses pour les femmes

La CMER soutient les femmes grâce à son Fonds de bourses théologiques pour femmes du Sud. Créé en 2001, ce fonds permet à des femmes issues d'un vaste réseau d'Églises réformés de pays du Sud d'acquérir des capacités en vue d'un partenariat efficace dans la mission de Dieu.

Il permet des études de premier cycle, ou au niveau de la licence, effectuées dans un établissement du pays d'origine ou de la même région. Une cinquantaine de femmes a déjà bénéficié de ce fonds, elles se préparent au ministère ordonné. Les bénéficiaires étaient originaires d'Argentine, du Brésil, du Cameroun, de Colombie, de République démocratique du Congo, du Rwanda, d'Afrique du Sud, du Togo, de Tuvalu, d'Ouganda, du Venezuela.

Ordination des femmes

En 2015, le Comité exécutif a approuvé la constitution d'un groupe ad hoc sur la question de l'ordination des femmes. La première réunion de ce groupe avait pour but :

1. D'élaborer une stratégie à propos des étapes à parcourir pour répondre au mandat établi par l'AGU, en tenant compte des implications de l'ordination des femmes sur la nature de la communion et sur les luttes en faveur de la justice de genre.
2. D'étudier la question de l'ordination (des femmes et des hommes) en évaluant de façon critique le rôle du ministère ordonné, susceptible d'affiner le témoignage prophétique, la mission et la contribution des Églises dans un monde caractérisé par une sérieuse injustice et par la discrimination.
3. De produire de la documentation pour faciliter le dialogue au sein des Églises et entre elles, pour rester en contact à propos des diverses implications, dans leur propre vie et par rapport à leurs responsabilités réciproques ainsi qu'avec le Comité exécutif de la CMER.
4. De faire des propositions au prochain Comité exécutif sur des recommandations qui pourraient être envisagées en vue de compléter le mandat confié au groupe ad hoc.

Le groupe ad hoc sur l'ordination des femmes s'est réuni deux fois. D'abord en octobre 2015 à Hanovre, en Allemagne. Puis en janvier 2016 à La Havane (Cuba). Il a rédigé le document « Toward Declaration of Faith on Women's Ordination » (vers une déclaration de foi sur l'ordination des femmes) qui fut présenté au Comité exécutif de 2016, lequel a alors accepté de proposer à l'examen de l'Assemblée générale 2017 une « Déclaration de foi sur l'ordination des femmes » (voir le manuel de l'AG pour le texte de cette déclaration).

Oikotree

Avec le CWM et le COE, la CMER est l'un des trois mouvements qui ont parrainé Oikotree. Elle a voulu renforcer la perspective qui a été à l'origine de ce mouvement, l'une des nombreuses conséquences de la Confession d'Accra (AG ARM, 2004)¹.

Deux forums mondiaux se sont déroulés ces dernières années, en 2010 à Arnoldshain, en Allemagne, et en 2013 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Oikotree a également contribué de façon prophétique à International Ecumenical Peace Convocation (Kingston, Jamaïque, 2011) et a été totalement impliqué dans l'élaboration de la nouvelle « Déclaration sur la Mission et l'Évangélisation » adoptée en 2012 par le comité central de la Commission de Mission et d'Évangélisation du COE. L'un des engagements les plus importants concernait les études de théologie et les programmes de formation, qui sont devenus les secteurs sur lesquels le mouvement Oikotree insiste actuellement le plus.

À Johannesburg, l'un des points les plus importants a consisté à organiser cinq groupes pour faciliter divers aspects du travail : théologie transformative, éducation transformative, lutte commune, mobilisation des ressources, réseaux et communication. En 2016, on a ajouté deux autres groupes : recherche et analyse, agriculture favorable à la vie. Ces groupes sont les canaux par lesquels une bonne partie du travail d'Oikotree se poursuit.

¹ En mai 2006, un forum a été organisé par le CWM et l'ARM (l'une des deux organisations qui sont à l'origine de la CMER en 2010) à Kuala Lumpur, en Malaisie, intitulé Living out the Accra Confession: Implications for our Spirituality and Mission (Vivre la Confession d'Accra : implications pour notre spiritualité et notre mission). Ce forum a publié une déclaration historique : « Vivre la Confession d'Accra » qui est devenue un panneau indicateur du mouvement Oikotree.

Activités des groupes de travail

Lutte commune (Joint Struggle). Ce groupe a été activement impliqué dans un travail d'action solidaire avec le mouvement « Integrated Rural Development of Weaker Sections » en Inde et, en Corée, avec le mouvement Oikos Theology, la Fédération chrétienne des étudiants coréens et le Conseil national des Églises sur la question de POSCO (Pohang Iron and Steel Company est une entreprise multinationale d'aciérie dont le siège est à Pohang, en Corée du Sud). Du fait de la résistance à Orissa, en Inde, POSCO a finalement décidé de se retirer. Le groupe met actuellement en place des moyens par lesquels Oikotree pourra accompagner la poursuite du processus de paix en Colombie.

Théologie transformative. Grâce à une réflexion théologique sur la question des terres, le groupe a pu achever et publier le document *Listen to the Land! Responding to Cries for Life* (disponible sur le site de la CMER).

Éducation transformative. Ce groupe a organisé un atelier sur l'éducation transformative en février 2015 au séminaire de théologie de Matanzas, à Cuba. Cherchant des réponses efficaces au désarroi écologique qui met en jeu l'avenir de la création de Dieu, il a abouti à la conclusion qu'il fallait remplacer l'épistémologie dichotomique actuelle. Faute d'une perspective nouvelle, plus organique, relationnelle et globale, le désastre écologique qui nous attend pourrait être irrémédiable. Oikotree a publié l'ensemble des documents présentés lors de cet atelier sous le titre *Life-Enhancing Learning Together* (disponible sur le site de la CMER).

Recherche et analyse. Ce groupe fonctionne comme groupe ressource chargé de repérer les questions qui demandent réflexion et analyse, qui met en valeur les découvertes actuelles en matière de recherche sur la justice climatique, l'écologie, l'économie et la théologie, qui propose des sujets nouveaux nécessitant recherche et analyse, qui identifie l'information actuelle sur des solutions de rechange.

Agriculture favorable à la vie. Ce groupe permettra au mouvement de s'engager en faveur d'une agriculture favorable à la vie en tant que solution de rechange grâce à laquelle il nous sera possible d'améliorer l'ensemble de l'oïkos, et d'être une force stimulante en vue de reconstruire d'autres systèmes, pour une société humaine écologiquement consciente et juste.

Ministère presbytérien aux Nations Unies

Le Ministère presbytérien aux Nations Unies (Presbyterian Ministry at the United Nations) représente l'Église presbytérienne aux États-Unis auprès des Nations Unies et permet également à la CMER de faire passer des questions à l'ONU. Ses permanents contribuent à inspirer, à équiper et à mettre en relation les Églises membres en vue d'un ministère de fidèles disciples de Jésus au sein de la communauté mondiale.

Cette institution travaille à la réalisation de ses objectifs généraux – la défense de la justice et de la paix – tout en s'occupant de questions actuelles soumises aux Nations Unies. Ainsi, le Ministère coordonnera les participations à la conférence annuelle de la commission des Nations Unies sur la condition de la femme, qui réunit des responsables politiques, religieux et humanitaires du monde entier pour traiter de questions systémiques. En même temps, il se saisira de causes particulières comme l'accueil de délégations de l'Église presbytérienne en Colombie ou de responsables d'Église au Soudan venus présenter leurs appels en faveur de la paix.

L'ensemble du travail de cette institution sert à témoigner en faveur de la justice et de la paix au nom de Jésus Christ au sein de la communauté des Nations Unies. Grâce à ce Ministère, l'Église répond à l'appel du Christ, qui nous demande d'apporter la bonne nouvelle aux pauvres, de proclamer aux captifs la libération et de renvoyer libres les opprimés.

Théologie

5



Théologie

La CMER envisage de réunir des séminaires, des théologiens, des responsables actuels ou futurs, venant de différents milieux, afin de trouver, en son sein et ailleurs, de nouvelles interprétations de la théologie réformée et de nouvelles expressions de l'identité réformée, en faisant ensemble ce qu'il est possible de faire et en s'inspirant de ce que peuvent apporter des centres théologiques et des individus. Elle souhaite insérer ses valeurs dans la pâte de l'Église, faire de la théologie contextuelle pour refléter les réalités d'aujourd'hui. (Plan stratégique 2011).

En théologie réformée, nous proclamons et incarnons des caractéristiques permettant de distinguer la façon dont nous percevons notre place dans le monde de Dieu. Au centre de l'élaboration de la Réforme protestante du 16^{ème} siècle, on trouve une profonde allégeance à l'autorité de la Bible comme Parole de Dieu ; pour notre identité en Christ, guidés par l'Esprit saint (2 Timothée 3, 16-17), il est fondamental de maintenir la reconnaissance de cette autorité. En tant qu'Églises également informées par des textes de confessions de foi résumant notre interprétation de l'Écriture, nous soumettons nos traditions et nos ambitions à une réforme continue par l'Esprit en vivant en disciples de Jésus Christ au milieu de cultures en constante transformation (*Ecclesia reformata semper reformanda*—l'Église réformée doit toujours être en train de se réformer).

Une théologie de l'alliance offre un cadre grâce auquel nous percevons des relations globales dans le développement du plan de salut de Dieu auquel nous sommes appelés à rendre témoignage. Habiter notre identité réformée c'est reconnaître le don que Dieu fait dans sa grâce. En même temps, c'est un engagement à chercher sans trêve à devenir de plus en plus, par la grâce de Dieu, la Communion que Dieu nous appelle à être. En adhérant à l'amour souverain de Dieu manifesté dans l'appel du Christ, nous sommes contraints d'exprimer une identité spirituelle et sociale avec ceux et celles qui souffrent d'injustice et de fragilité dans ce monde (Amos 5, 24 ; Michée 6, 8). La souveraineté de Dieu, dans sa grâce, nous rappelle que, dans son amour, il revendique le monde entier pour Lui. C'est ce qui stimule pour nous la mise en œuvre de notre vocation dans la mission de Dieu (Matthieu 28, 18-20). Cela nous incite à développer notre intelligence et nos talents dans tous les domaines de la vie pour être lumière dans un monde de ténèbres (Matthieu 5, 16).



Des étudiants de l'École mondiale de théologie (GIT) réunis à San Jose (Costa Rica), en 2014.

École mondiale de théologie

L'École mondiale de théologie (EMT)¹ est un programme universitaire intensif à court terme, proposé par la CMER à une cinquantaine d'étudiants en théologie du monde entier pour leur donner l'occasion d'apprendre et de faire de la théologie de façon inter-contextuelle et œcuménique, en situant la tâche théologique dans des contextes locaux, régionaux et universels, avec des professeurs venus, eux aussi, du monde entier.

Les objectifs particuliers de l'EMT consistent à édifier une communauté d'apprentissage et de foi où étudiant-e-s et enseignant-e-s collaborent ; à se confronter à des approches bibliques et théologiques contemporaines ; à présenter les diverses perspectives contextuelles à propos du témoignage chrétien de la famille réformée mondiale ; à renforcer des réseaux universels de partage et de réflexion de manière à contribuer à la formation œcuménique d'une nouvelle génération de responsables au sein de la famille réformée.

¹ En anglais : Global Institute of Theology (GIT).

En 2010, l'EMT s'est déroulée en liaison avec l'Assemblée générale de l'unification, à Grand Rapids, dans le Michigan, aux États-Unis, en collaboration avec et sous les auspices du Séminaire de théologie McCormick (Chicago) et du Séminaire de théologie Calvin, de Grand Rapids. Soixante étudiant-e-s y ont participé. Le thème était celui de l'Assemblée, « L'unité de l'Esprit par le lien de la paix » (Ephésiens 4, 3). L'ARM et le REC commençaient une unité nouvelle caractérisée comme Communion, aussi les cours de l'École ont-ils examiné le lien entre communion et mission. Le processus d'alliance déjà entamé s'est poursuivi par la réflexion des étudiants sur la réponse des Églises à l'injustice économique et à la dégradation écologique. Ils ont été incités à examiner des approches bibliques et théologiques contemporaines sous leur aspect interconfessionnel, interculturel et interreligieux et d'en trouver le rapport avec le thème de l'Assemblée. Par exemple dans l'étude de missiologies passées et actuelles, dans l'identité réformée et la mission.

Par des conférences, des séminaires, des expériences contextuelles, des récits et par la participation à la vie des Églises aux États-Unis, l'EMT a travaillé sur le thème de l'Assemblée et sur les sujets annexes. Les étudiant-e-s ont également participé pleinement à la vie de l'Assemblée, études bibliques, cultes, présence dans les séances plénières, les groupes d'étude et autres manifestations.

En 2012, 53 théologien-ne-s se sont retrouvés pour trois semaines d'étude intensive à l'université chrétienne de Duta Wacana, en Indonésie. Le programme comportait à la fois des cours et des rencontres avec des membres des milieux divers avec lesquels l'université est en rapport, un choix de visites de deux journées dans un *pesantren* (internat) musulman, un *mendut* (centre) bouddhiste proche du temple de Prambanan ou dans une paroisse rurale. On pouvait également aller passer du temps avec des gens travaillant à réparer les effets d'une catastrophe dans une région touchée par un séisme et une éruption volcanique. Ces rencontres directes avaient pour objectif d'interpeller, de modifier et d'enrichir la théologie et la vision du monde des étudiants.

Rassemblement autour du thème « Transformer la mission, la communauté et l'Église », la quatrième session de l'EMT a eu lieu en juillet 2014 sur le campus de la *Universidad Bíblica Latinoamericana* de San José, au Costa Rica. Au centre, les thèmes de la mission, de la communauté et de l'Église, mais avec une variété de cours au choix, lecture contextuelle de la Bible, la mission chrétienne en Amérique latine et l'identité réformée, ou en quête d'Églises vivantes. Au titre d'expériences d'immersion, on pouvait participer chaque dimanche au culte des Églises locales, visiter des lieux au Costa Rica, voir des projets des Églises sur le terrain. Mais c'est le contact avec d'autres étudiants qui a eu les effets les plus durables. « Les étudiants ont quelque chose à raconter – il s'agit d'espoir, de joie, de tristesse, de soucis – c'est ce qu'ils partagent. En retournant chez eux, ils font partie de la communauté universelle » nous dit Douwe Visser, secrétaire exécutif de la CMER pour la théologie et secrétaire de l'EMT.

Il n'y a pas eu d'EMT en 2016 de façon à ce que puisse se tenir une session en liaison avec l'Assemblée de cette année. Les étudiant-e-s pourront connaître l'EMT tout en ayant l'occasion de prendre part à une rencontre œcuménique mondiale Il y a eu un nombre record de candidatures, 50 ont été sélectionnées pour cette année et se retrouveront pendant trois semaines à la *Kirchliche Hochschule Wuppertal/Bethel* avant de se transférer à Leipzig pendant l'Assemblée. Dans la lignée du thème de l'Assemblée, « Dieu vivant, renouvelle et transforme-nous » l'EMT réfléchira aux confessions et aux Églises confessantes, notamment en raison de la proximité géographique avec la ville de Barmen. C'est là que, en 1934, et malgré la menace de mainmise par les Nazis sur l'Église allemande, des chrétiens venus de toute l'Allemagne se sont réunis pour produire une confession courageuse affirmant que le Christ est le seul Seigneur de l'Église. Cette confession de Barmen est devenue le symbole de l'affirmation que le changement ne vient que par la Parole du Dieu vivant. Quatre cours principaux seront consacrés à différentes dimensions de la théologie réformée et aux responsabilités missionnaires de l'Église dans le monde actuel. Huit cours à options (chaque étudiant devant en choisir deux) creuseront dans le vécu des chrétiens qui s'occupent des problèmes de l'unité et de la communion que recherche la CMER.

Dialogues

Des dialogues théologiques entre organisations de croyants éclairent notre mission et enrichissent nos relations de travail. C'est en tendant la main par-delà les frontières confessionnelles et théologiques que nous approfondissons notre foi et notre compréhension mutuelle et que nous ouvrons la voie à un travail en collaboration pour une prise de parole commune sur des questions universelles. Ces dialogues ont parfois été exigeants, parfois remarquables, toujours féconds car les participants y venaient avec leur interprétation de ce que signifie le fait d'être disciples du Dieu unique et saint. Chacune de ces séries de dialogue commence par un examen des points de contact entre les diverses traditions.

Église catholique romaine

La quatrième phase du dialogue international entre la CMER et l'Église catholique romaine a été consacrée aux thèmes de justification et sanctification, Parole et sacrement, justice. Cinq années de conversations intenses à propos de ces questions théologiques qui, historiquement, ont divisé nos deux communions chrétiennes ont abouti à un document intitulé *Justification et sacramentalité: la communauté chrétienne, agent de justice*. Le rapport a mis en lumière des domaines d'accord substantiel à propos de nombreux points théologiques importants, le fait que justification et sanctification ne sauraient être séparées, et donc que « la justification rendra possible et conduira vers les fruits de l'action vertueuse », l'accord selon lequel justification et sanctification sont produites par le Saint Esprit au moyen de la Parole et du sacrement, l'accord selon lequel la doctrine théologique et la réalité de la justification « incite la communauté chrétienne à agir au nom de la justice ». Ce document est actuellement en cours de réception officielle par le Comité exécutif.

Fédération luthérienne mondiale

La deuxième et plus récente série de dialogue officiel avec la Fédération luthérienne mondiale (FLM) a porté sur la théologie commune et la possibilité d'une plus grande coopération dans le ministère au niveau local, ce qui se produit déjà assez fréquemment. Le dialogue s'est conclu en 2010, mais il a fallu quelques années pour finir de rédiger le rapport final intitulé *Communion: On Being Church*. Ce document a été reçu par les deux Comités exécutifs en 2014 (on le trouvera sur le site de la CMER). Le rapport souligne les nombreux endroits où l'on trouve l'unité en Christ ainsi que le fait que des choses qui autrefois nous divisaient ont été éliminées pour l'amour de l'évangile. Une

histoire commune, les mêmes crédos et confessions, avancer ensemble dans une mission commune, notamment au niveau local, tout cela continue à paver la route d'une plus grande unité.

Communion anglicane

En novembre 2015, premier dialogue en plus de trente ans entre communions anglicane et réformée. Ce dialogue est centré sur le sujet de la communion, il vise à aboutir à « une meilleure compréhension réciproque à une époque de changement rapide, à une meilleure compréhension de nous-mêmes, à nous permettre de savoir comment mieux résoudre nos désaccords, nous permettre de nous concentrer sur ce qui est le plus important – exprimer l'évangile de Jésus Christ aujourd'hui », selon les paroles de Iain Torrance, président honoraire du Séminaire de théologie de Princeton, ancien modérateur de l'Assemblée générale de l'Église d'Écosse, qui participait à ce dialogue.



Les dialogues officiels rassemblent des responsables des deux « côtés » en différents endroits du monde. Ces colloques comportent toujours un élément qui concerne le contexte local de l'Église qui accueille. Ici, des participants au dialogue anglican-réformé, à Cambridge (Angleterre).

La première rencontre avait pour thème « La nature de la communion » et s'inspirait du terme néotestamentaire de *koinonia*, qui décrit actuellement la nature des relations entre Églises. Les perspectives de communion que l'on peut tirer du récent document du Conseil œcuménique intitulé « *L'Église, vers une vision commune* » ont joué un rôle dans les conversations ainsi que les introductions présentées par certains participants. Trois sujets sont sortis de la première réunion et ont servi de thème au dialogue ultérieur : les marques de la communion ; communion, unité et divergence ; communion, gouvernance et autorité.

La deuxième réunion a eu lieu à Cambridge, au Royaume-Uni, en septembre 2016. Elle a comporté une discussion sur la nature de la communion, sa qualité, son intensité, les malentendus à propos de questions théologiques et d'adiaphora (questions qui ne sont pas absolument requises ni interdites), la continuité des deux traditions ecclésiales et la manière dont ces continuités sont ritualisées par opposition avec la société hors de l'Église. Ce groupe se réunira de nouveau en 2017.

Pentecôtistes

Nous avons eu trois sessions de dialogue avec des représentants d'Églises pentecôtistes sur le thème : « Exercer le ministère auprès de besoins du monde : mission et pneumatologie » (*Ministering to the Needs of the World: Mission and Pneumatology*). Lors de chaque session, il y a eu la présentation de documents provenant de chaque tradition, suivie de discussions au cours desquelles on a analysé et affiné les ressemblances et les différences. Ces discussions fécondes et stimulantes ont permis d'apprécier les points de vue respectifs à propos de l'action du Saint Esprit dans la mission.

Karla Ann Koll, co-présidente du dialogue pour le côté réformé, a déclaré : « Membres des Églises réformées et pentecôtistes sont en relation dans un grand nombre de contextes, dans le monde entier. Ces interactions sont souvent caractérisées par des suppositions erronées, des stéréotypes des uns à propos des autres. Le dialogue est important, car il permet de dépasser ces stéréotypes et de creuser plus avant dans chaque tradition. »

Voir également au chapitre 6 pour plus d'information sur la relation avec les communions chrétiennes mondiales.

Reformed World

La revue théologique de la CMER, *Reformed World*, fait la promotion de la théologie réformée au moyen d'articles universitaires écrits par des théologiens du monde entier. Paraissant trois fois par an, cette revue est envoyée à toutes les Églises membres, à de nombreux séminaires et instituts chrétiens, aux responsables des Églises, à des théologiens et aux abonnés. Actuellement dans sa 67^{ème} année, *Reformed World* se trouve également sur le site Internet de la CMER. Nous poursuivons nos efforts pour mettre encore d'autres questions en ligne, pour créer des archives importantes et facilement accessibles.

Le contenu de cette revue est traditionnellement très universitaire, mais nous avons également ouvert nos pages à un hommage au secrétaire général Setri Nyomi en reconnaissance pour les 14 années au cours desquelles il a été au service de notre organisation. Nous faisons aussi un effort pour donner la parole à de jeunes théologiens. Les pages de *Reformed World* paraissent tout d'abord en anglais, mais comme beaucoup d'auteurs écrivent dans une autre langue, la revue reflète parfois cette diversité.

Réseau réformé mondial de théologiens

La CMER a disposé d'un réseau réformé mondial de théologiens qui s'est réuni périodiquement et qui s'est impliqué dans l'élaboration d'une théologie réformée mondiale de façon à fournir la base théologique pour que la Communion d'Églises écoute l'appel de Dieu et prenne part à la mission de Dieu dans le monde, qu'elle vive la communion et qu'elle s'attache à la justice. Les membres de ce réseau de théologiens viennent de toutes les régions de notre Communion, ce sont des femmes et des hommes impliqués dans la réflexion théologique de façon stimulante et contextuelle, certains ont une compétence en missiologie. Ils/elles se rencontrent pour procéder à une réflexion générale sur les développements de la théologie réformée, on les considère comme le *think tank* théologique de la CMER. On trouve les résultats du travail de ce groupe dans des articles, des documents d'étude de la CMER, notamment dans *Reformed World*. Le groupe travaille à établir des lignes directrices claires à l'intention des Églises sur la façon dont elles peuvent, dans chaque contexte, refléter l'appel à la mission, à la communion, à la justice.

Prix Lombard

En association avec Lombard, Odier & Cie, banquiers à Genève, en Suisse, la CMER propose un prix destiné à récompenser un mémoire théologique, en souvenir de feu Georges Lombard, qui fut, de 1948 à 1970, trésorier général de l'Alliance réformée mondiale (ARM, l'une des organisations qui ont précédé la CMER). La banque et la famille Lombard ont créé ce prix pour encourager et soutenir des étudiants et de jeunes pasteurs exceptionnels des Églises membres de l'ARM.

Ce prix est décerné une fois tous les deux ou trois ans. Il vise à encourager le travail théologique dans la tradition classique de la pensée réformée qui s'occupe de problèmes contemporains. Les étudiant-e-s en théologie sont invité-e-s à présenter des mémoires confrontant les éléments de foi et de théologie aux questions pratiques du monde réel, éléments centraux du témoignage réformé.

En 2013, Victor Audu, de l'Église réformée du Christ au Nigeria, et and Maria Elisabeth Voorwinden, membre de la *Protestantste Kerk in Nederland*, ont reçu des prix en espèces pour leur travail ainsi que des bourses pour participer à l'École mondiale de théologie en 2014.

Le concours a de nouveau lieu cette année, l'intention étant de le faire coïncider avec l'Assemblée générale. On espère que le ou la lauréat-e pourra être présent-e à l'Assemblée et que les trois premiers mémoires pourront être publiés dans *Reformed World*.

Engagement œcuménique

6



Engagement œcuménique

Appelée à faire partie de la grande famille de Dieu, en travaillant avec d'autres en réponse à la prière sacerdotale « ... qu'ils soient un », la CMER s'attache à collaborer étroitement avec d'autres organisations œcuméniques ainsi qu'en commissions et dans les dialogues avec d'autres communions mondiales, pour manifester cette orientation fondamentale. Pour nous, être en communion s'applique tout autant à la famille réformée qu'à toute l'Église. Être réformé, c'est être œcuménique ; aussi la CMER restera-t-elle activement engagée dans des entreprises favorisant l'unité des chrétiens et la mission œcuménique. (Plan stratégique 2011)

Il y a beaucoup de choses à célébrer dans notre héritage commun en tant qu'Églises diverses les unes des autres au service du même Dieu. Depuis 2010, la CMER a pris part à des conversations très riches avec un certain nombre de communions chrétiennes dans le monde. Il y a un demi-millénaire, l'objectif des Réformateurs n'était pas la division mais la réforme au sein de l'Église. Depuis lors, il est évident que l'Église a été en proie à la division, et pas toujours pour des motifs théologiques. À coup sûr, cela ne plaît pas à Dieu. Mais on peut aussi espérer que les divisions prendront fin un jour. Des conversations riches et fécondes, des efforts de collaboration continuent de se produire. Il faut poursuivre délibérément le travail consistant à construire des ponts entre les communions pour que le royaume de Dieu advienne sur terre.

Église catholique romaine

Au cours des années récentes, la CMER a eu de nombreuses occasions de renforcer ses relations avec l'Église catholique romaine, le point culminant étant, en juin 2016, la rencontre avec des officiels au Vatican, parmi lesquels le pape François. Cette rencontre a permis aux uns et aux autres de célébrer une entente et une collaboration accrues, ainsi que la nécessité de travailler plus étroitement ensemble, en dépit des problèmes que beaucoup de nos Églises rencontrent chez elles avec l'Église catholique.

Dans son discours officiel au pape, le secrétaire général Chris Ferguson a déclaré que c'était à la fois avec « joie et un sentiment d'urgence » que ces rencontres avaient lieu : « Nous éprouvons de la joie parce que nous savons



La totalité de la délégation au Vatican (de g. à dr.) : Aruna Gnanadason, Dora Arce-Valentin, Gabriela Mulder, Jerry Pillay (Président), Chris Ferguson (Secrétaire général), le pape François, le cardinal Kurt Koch, Eugenio Bernardini, l'évêque Brian Farrell, Phil Tanis et le P. Avelino González-Ferrer.

que, dans la repentance et le dialogue, nous nous rapprochons de l'unité qui est le don que fait le Christ à l'Église, afin que tous croient », et de souligner les progrès obtenus grâce aux dialogues officiels et au processus d'adoption de la Déclaration commune sur la doctrine de la justification (DCDJ), cf. ci-dessous).

Ferguson a également évoqué l'urgence : « Nous ne devons pas hésiter, il faut avancer avec détermination ensemble face aux périls et aux souffrances que connaissent ce monde et tous ses habitants. » Il a établi des parallèles entre les engagements respectifs de la CMER et de l'Église catholique romaine envers la justice sociale, en citant la Confession d'Accra et *Laudato Si*, l'encyclique du pape François sur la sauvegarde de notre « maison commune ».

Dans son discours, le pape François a déclaré : « ... Il y a beaucoup de domaines dans lesquels Réformés et Catholiques peuvent travailler ensemble en portant témoignage à l'amour miséricordieux de Dieu, véritable remède à la confusion et à l'indifférence qui paraissent nous entourer... Nous avons besoin de toute urgence d'un œcuménisme qui, en même temps qu'un dialogue théologique destiné à régler les désaccords doctrinaux traditionnels entre chrétiens, puisse favoriser une mission commune d'évangélisation et de service. »

Au cours de sa visite au Vatican, la délégation CMER a également rencontré le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens (CPPUC). La CMER et le Conseil pontifical ont eu depuis 2011 une série de dialogues internationaux entre Réformés et Catholiques réunissant des théologiens de toutes les tendances pour discuter de la justification, de l'eucharistie et de la justice, entre autres thèmes. Il en est sorti le rapport intitulé *Justification et sacramentalité: la communauté chrétienne, agent de justice* actuellement en cours de réception par le Comité exécutif.



Le Secrétaire général Chris Ferguson (à g.) et le Président Jerry Pillay (à dr.) passent un moment avec le cardinal catholique Kurt Koch avant l'audience du pape François, juin 2016.

En outre, la délégation CMER a rencontré le Conseil pontifical Justice et Paix (CJPP). Cette rencontre a été consacrée aux secteurs de convergence éventuelle sur des questions d'intérêt commun. La discussion a porté sur des sujets tels que l'économie de la vie, l'entrepreneuriat vertueux, d'autres façons pour un développement fondé théologiquement de garantir une juste intégration de tous et toutes, la gestion de la création de Dieu.

Fédération luthérienne mondiale

La commission commune luthéro-réformée a été créée en 2006. Entre 2006 et 2012, des représentants venant du monde entier se sont rencontrés avec les secrétaires théologiques des deux organismes, et deux consultants théologiques, un luthérien et un réformé. Il s'agissait « de suivre et de donner des avis sur les relations luthéro-réformées dans le monde » et d'examiner la possibilité d'actions et de déclarations communes, ainsi que de promouvoir des études conjointes concernant les relations entre Luthériens et Réformés. »

Communion: On Being the Church, ce document, publié en 2014, présente ces préoccupations communes et propose des suggestions sur la manière de travailler ensemble à l'avenir. Il commence par regarder en arrière en examinant les racines de la division à l'époque de la Réforme. Il admet que certains des points qui, autrefois, nous ont séparés, semblent moins importants des siècles plus tard et que beaucoup de progrès ont été accomplis dans les Églises de la Réforme à propos d'une reconnaissance mutuelle et de la vie commune :

Pourtant, malgré notre histoire commune, la conception de l'Église que nous partageons et les accords qui ont été réalisés depuis des décennies, les Églises n'ont pas encore revendiqué la plénitude de la vie commune à laquelle elles pourraient prétendre. Les réalisations de notre unité visible sont partiales et fragmentaires.... Il est de plus en plus évident qu'il ne suffit pas d'avoir la même histoire, une conception commune de l'Église et un accord doctrinal – aussi important que cela puisse être – pour transformer notre communion en réalité vécue. On ne peut se contenter d'en appeler à notre unité spirituelle, ou à celle que nous aurons de manière eschatologique. L'unité que Dieu donne nous appelle à en faire une réalité vécue, nous met en demeure d'être transformés et nous invite à trouver de nouvelles façons d'être l'Église.

Les conversations ont également visé les obstacles universels à l'unité et au travail de l'Église. Plus que des questions théologiques, la division repose le plus souvent sur des questions de race, d'appartenance ethnique, de classe économique, de langue et de culture, qui constituent notre identité, que nous soyons luthériens ou réformés. Ces barrières varient en fonction du contexte culturel. Par exemple, en Amérique latine où les Protestants sont en minorité dans des endroits dominés par l'Église catholique romaine, les relations œcuméniques traditionnelles ne sont pas faciles ; et, en Amérique du Nord, c'est une culture du matérialisme qui sape la recherche de la justice par l'Église.

Officiellement et officieusement, des Églises de l'un et l'autre groupe se sont mutuellement reconnues et ont travaillé ensemble depuis longtemps, y compris en constituant des paroisses unies et en partageant des opérations missionnaires. Le rapport confirme et encourage une plus grande coopération au niveau de la base et il appelle les Églises de la FLM et de la CMER à suivre le Principe de Lund qui consiste « à agir ensemble en toutes matières sauf en celles où des différences de conviction profondes obligent à agir séparément ».

CMER et FLM se rangeront à ce principe en termes de coopération administrative et travailleront ensemble pour produire des liturgies communes et autres documents, elles encourageront également leurs séminaires à échanger de la documentation. Les deux organisations continueront d'envoyer des représentants à leurs réunions respectives et poursuivront une collaboration programmatique à propos des actions qui pourraient bénéficier d'une approche coordonnée (par exemple, le VIH/Sida, l'injustice économique, la dette illégitime, la faim, les droits humains, Ecojustice, les droits à l'eau, etc.).

Lors de l'Assemblée générale de cette année, une déclaration publique dans ce sens – appelée « Témoignage de Wittenberg » – sera présentée. Ce témoignage commun sera une confession de la tragédie que représente une Église divisée, il revendiquera le fruit de deux décennies de dialogue par ces deux organisations et célébrera les nouvelles étapes vers l'unité réalisées par les Églises dans le monde entier.

Déclaration commune sur la doctrine de la justification

En 1999, de nombreuses années d'un dialogue soutenu ont abouti à la signature d'une Déclaration commune sur la doctrine de la justification (DCDJ) par l'Église catholique romaine et par la Fédération luthérienne mondiale. Catholiques et Luthériens y déclarent que désormais les Églises partagent « une compréhension commune de notre justification par la grâce de Dieu au moyen de la foi en Christ ». Ils reconnaissent que les condamnations concernant la doctrine de la justification édictées par le Concile de Trente et par les confessions de foi luthériennes ne s'appliquent plus aux enseignements catholique et luthérien sur la justification tels qu'exposés dans la Déclaration.

La DCDJ établit cette « compréhension commune » par la méthode du consensus différencié qui admet l'expression des différences comme du consensus en situant les différences restantes dans une conviction partagée encore plus approfondie. Elle présente les différentes traditions théologiques, mais elle les regarde du point de vue d'une compréhension commune comme étant des différences d'accent et non de substance.

La CMER a été invitée à s'associer à ce document. L'Assemblée générale de l'unification, en 2010, a donné son accord « à une consultation au sein de la CMER pour envisager « la possibilité de s'associer à la Déclaration commune sur la doctrine de la justification ». Dans ce processus d'association, l'organisation qui s'associe est invitée à :

- Déclarer que, sur la base de la DCDJ, il existe désormais « une compréhension commune de notre justification par la grâce de Dieu au moyen de la foi en Christ » ;
- Ajouter sa voix au consensus différencié et déclarer que les différents langages théologiques utilisés pour exprimer la doctrine de la justification à la lumière de cette compréhension commune ne sont plus de nature à diviser l'Église ;
- Exprimer sa propre manière d'insister sur la compréhension de la justification pour contribuer à faire avancer le dialogue œcuménique ;
- Déclarer vouloir lutter ensemble pour approfondir la compréhension commune de la justification par des études théologiques, l'enseignement et la prédication.

Lors de sa réunion à La Havane (Cuba) en mai 2016, le Comité exécutif a recommandé d'accepter avec joie l'invitation à s'associer à la DCDJ. Conformément au principe réformé « *ecclesia reformata, semper reformanda secundum verbum Dei* » (l'Église réformée toujours en train de se réformer conformément à la Parole de Dieu), le Comité exécutif a adopté la nouvelle réalité œcuménique promise par cet accord. En même temps, il a décidé que cette déclaration d'association devrait insister sur le lien entre justification et justice et que ce serait la contribution réformée à un futur dialogue sur l'interprétation de la justification.

Un groupe de théologiens a retravaillé le texte de la déclaration sur la base de réponses émanant de quelques Églises et de nos partenaires, et a mis en évidence les contributions réformées à cette compréhension commune de la justification. Les titres de chapitres de ce document soulignent les points particuliers sur lesquels porte l'insistance réformée dans cette association de la CMER à la DCDJ :

- « Nous entendons ce consensus et nous donnons notre accord »
- « Nous apprécions tout particulièrement certaines idées caractéristiques contenues dans la DCDJ »
- « Les Réformés ont encore quelques points supplémentaires sur lesquels ils souhaitent insister »
- « Nous désirons souligner la relation intégrale entre justification et justice ».

Les deux derniers points sur lesquels les Réformés insistent particulièrement portent sur la conception réformée de la loi et de l'évangile, la fiabilité de la promesse de Dieu, la place des œuvres bonnes chez ceux et celles qui sont justifiés et en particulier la relation entre justification et justice. Ce dernier point se réfère aux confessions d'Accra et de Belhar et cite la conviction de Calvin selon qui « les croyants adorent Dieu en vérité par la vertu qu'ils observent au sein de la société ».

À l'automne 2016, toutes les Églises membres ont été priées de faire part de leurs réactions. Dans l'ensemble la réponse a été positive et, en décembre, le Bureau a décidé d'aller de l'avant pour l'association au document. Les Églises membres ne sont pas liées par cette association, elles sont invitées à mener des discussions œcuméniques sur cette question au niveau régional.

Au cours de cette année d'Assemblée générale, il y aura, à Wittenberg, un service comportant l'association avec la DCDJ. Autre étape importante sur le chemin de l'unité des chrétiens.

Autres travaux œcuméniques

Ainsi qu'on a pu le voir dans les précédents chapitres, une grande partie du travail de la CMER est de nature œcuménique. La CMER a de nombreux partenaires œcuméniques avec lesquels elle collabore sur des projets très divers. Comme on l'a déjà souligné, depuis le déplacement à Hanovre, le personnel de la CMER doit encore plus chercher à entrer en contact avec ses partenaires restés à Genève pour des relations qui, autrefois, pouvaient se faire lors de rencontres de couloirs.



Le Secrétaire général, Chris Ferguson, prend la parole au Forum œcuménique sur la paix en Asie du Nord-Est, à Séoul (Corée du Sud), septembre 2015.

En dehors de ce travail œcuménique régulier, la plupart des relations œcuméniques se situent dans le bureau du secrétaire général. Certaines sont régulières, comme la conférence annuelle des secrétaires de communions chrétiennes mondiales, ou la participation à des assemblées d'autres organisations œcuméniques (FLM, CWM). D'autres sont plus spécialisées, comme le fait que Chris Ferguson soit co-rapporteur du groupe de référence du COE sur le pèlerinage de Justice et de Paix.

Et beaucoup de choses dépendent des événements. Voici deux exemples de très nombreuses manifestations auxquelles a participé le secrétaire général :

Il a été l'un des intervenants en 2015 au congrès des chrétiens du Moyen-Orient, manifestation qui était accueillie par la Ligue maronite, une association libanaise de soutien aux chrétiens de cette région. On y rencontrait des représentants des traditions catholique, orthodoxe et protestante, deux journées destinées à attirer l'attention du monde entier sur les chrétiens du Moyen-Orient, constamment persécutés, notamment en Syrie et en Irak, et à leur apporter un soutien.

Chris Ferguson est allé à la 30^{ème} rencontre pour la paix, à Assise, en Italie, en septembre 2016, avec des dizaines d'autres responsables religieux, chrétiens, musulmans, juifs et bouddhistes. Le thème de ces trois jours de rencontre était « Soif de paix. Religions et cultures en dialogue ». Elle s'est conclue par une cérémonie interreligieuse diffusée internationalement à propos de la journée mondiale de prière pour la paix.

Voir également le chapitre 5 à propos d'autres informations sur les dialogues avec les communions chrétiennes mondiales.



7

Transition et problèmes

Transition et problèmes

Nous croyons en Dieu, le créateur et le protecteur de la vie, qui nous invite à être ses partenaires dans la création et la rédemption du monde. La CMER se trouve dans un mouvement nouveau et renouvelé, avec un riche héritage, confrontée à d'importantes difficultés, non seulement financières, mais aussi en termes de changements climatiques, d'injustices au niveau mondial et de besoin de renouveau spirituel. Elle est appelée à préparer des outres neuves dans lesquelles pourra se développer la richesse nouvelle attendue de notre communion (Plan stratégique 2011).

Dans un monde en permanente transformation, aux défis incessants, il est réconfortant de se savoir guidés et protégés par un Dieu vivant dont l'amour ne change jamais. L'Assemblée générale de l'unification, en 2010, portait beaucoup d'espoirs en un avenir uni et fécond : la CMER qui venait d'être créée, constituée par l'Alliance réformée mondiale et le Conseil œcuménique réformé, était « appelée à la communion, attachée à la justice ». Beaucoup a été fait dans ce sens depuis, mais il y a eu aussi des luttes et des changements difficiles. Pourtant, le peuple de Dieu a toujours été composé de gens qui luttent, et notre époque, avec ses changements et ses reconstructions, permet d'apercevoir l'espoir.

Tensions financières

Les deux organisations qui se sont réunies pour former la CMER n'étaient pas exemptes de difficultés budgétaires. Les plans et les projections concernant la fusion de leurs finances respectives ont connu des retards, mais ont fini par aboutir. Seulement, cela a impliqué des réductions inévitables, y compris des compressions de personnel, de manière à harmoniser les finances et à rationaliser l'organisation.

Selon son plan stratégique, le Comité exécutif a poursuivi son engagement consistant à financer le « cœur » de l'organisation grâce aux dons des Églises membres tout en collectant des fonds venant d'autres sources pour des actions spécifiques. De manière à faire correspondre le budget principal aux ressources provenant des Églises et de garantir l'équité entre les contributions, une formule a été trouvée qui tient compte de plusieurs facteurs, de la taille de l'Église et des estimations économiques internationales. Grâce à cette formule,

certaines Églises ont vu leur contribution augmenter tandis qu'elle baissait pour d'autres. Malheureusement, toutes les Églises n'ont pas pu accepter cette nouvelle structure et l'organisation continue de rencontrer des problèmes pour réunir les fonds suffisants pour son budget principal.

La CMER a dû aussi faire face à un important problème en matière de fluctuation des changes. Pendant longtemps, seul le dollar américain baissait par rapport au franc suisse. En 2010, l'euro a commencé à lui emboîter le pas. Les autorités suisses ont cherché à agir pour endiguer les effets de cette chute sur leur monnaie, mais comme la plupart des ressources de la CMER étaient en euros ou en dollars et la plupart des dépenses en francs, la sécurité financière de la CMER s'est trouvée de plus en plus menacée.

Pour compenser ces difficultés, la CMER a cherché d'autres sources pour garantir ses fonds. Une annexe au plan stratégique comportait des politiques de collecte de fonds « visant à renforcer les ressources de la CMER de la manière suivante :

- 1. Développer les ressources finançant les perspectives et la mission de la CMER. Ce qui concerne l'ensemble des efforts de collecte de fonds de la CMER.*
- 2. Localiser les ressources pour les programmes. Ce qui garantit que la CMER a l'impact pour lequel elle est prête...*
- 3. Renforcer les ressources pour le budget principal. Ce sont les Églises membres qui en fournissent l'essentiel.*
- 4. Rechercher des dons et autres donations à long terme pour la CMER et son fonds de dotation. »*
(Plan stratégique 2011)

En mai 2012, le Comité exécutif a reçu un rapport sur « Objectifs initiaux du fonds de viabilité de la CMER », fixant des objectifs de collecte de fonds par région et envisageant que le CWM (Council for World Mission) puisse consentir un prêt important. Un nouveau directeur du développement coordonnerait ces efforts pour commencer et, en cas de succès, pourrait continuer de travailler en vue de l'objectif final, un fonds de viabilité – 10 millions de livres sterling ou 14 millions de francs – à réunir d'ici cinq ans. Ce plan a reçu l'accord du Comité exécutif, ainsi que plusieurs autres mesures destinées à soutenir l'effort de collecte de fonds.

Le directeur du développement a conçu un plan en septembre 2012 pour commencer le travail envisagé. En 2013, dans son rapport au Comité exécutif, il est apparu que ce plan ne pourrait pas être exécuté dans les limites de temps prévues : « Les objectifs fixés par le Comité exécutif au fonds de viabilité sont très ambitieux pour une organisation dont l'expérience et l'infrastructure sont limitées en matière de développement de fonds. » Aussi le Comité exécutif a-t-il décidé que « en raison de difficultés financières, il ne pouvait maintenir le poste de directeur du fonds de développement ».

Malgré ce revers, un accord a été conclu en 2014 avec le CWM qui a procuré une subvention d'amorçage d'un million de livres sterling à la CMER pour l'aider à atteindre son objectif d'une dotation de 10 millions de francs (avec remise à zéro au cours des six prochaines années). Cette subvention a depuis été ré envisagée, l'argent du CWM étant redéfini comme subvention de stabilisation du capital. Malgré tout, cette subvention a représenté un renouvellement et une consolidation du partenariat missionnaire et des objectifs communs à la CMER et au CWM. En manifestant la confiance dans l'avenir de la CMER, cela a permis d'attirer d'autres soutiens, comme une importante contribution de plus de 600 000 euros de la part de l'Union of Evangelical Churches (UEK) pour reconstituer les réserves financières générales de la CMER, qui d'un niveau proche de zéro ont atteint aujourd'hui un équilibre relativement satisfaisant (cf. chapitre 2 pour plus de détails).

Après bien des études, des efforts, des consultations, il est apparu qu'une campagne mondiale en vue de collecter des fonds ne rencontrerait pas le succès, pour diverses raisons. Dans beaucoup de régions du monde, on n'aime pas les campagnes de collecte de fonds. Et dans celles où ce genre d'activité rencontrait auparavant du soutien, ces appels ont considérablement diminué au cours des années récentes.

Trouver un nouveau lieu

N'ayant pas pu constituer un fonds de dotation pour ses dépenses opérationnelles, ni trouver une nouvelle source importante de revenu, notre organisation se trouvait dans une situation financière de plus en plus difficile. Cette préoccupation avait été évoquée au cours de l'Assemblée générale de l'unification,

et le Comité exécutif de 2012 avait reçu une demande consistant à envisager de quitter Genève. Anticipant sur ce débat, le Bureau avait été prié par le Comité exécutif de 2011 « de présenter une recommandation sur la manière dont on pourrait traiter la question d'une éventuelle délocalisation ». Les membres du Bureau ont minutieusement traité cette demande et présenté un rapport complet au Comité de 2012. Celui-ci a discuté les diverses options et décidé que l'organisation devait physiquement quitter ses bureaux de Genève pour au moins alléger le fardeau représenté par le franc fort. Un group ad hoc a été chargé d'examiner d'éventuelles possibilités de délocalisation en utilisant les éléments présents dans le rapport du Bureau et en se basant sur trois critères essentiels :

- Gestion de ressources limitées
- Intégrité par rapport aux questions de justice
- Solidarité avec les Églises membres.

Une douzaine de villes, dans sept pays différents, ont d'abord fait l'objet d'une recherche en tant que lieux éventuels. Ces pays ont été évalués en termes de coût de la vie, de flexibilité bancaire et financière, de stabilité politique et de liberté, de droits humains et de politique migratoire. On a en outre obtenu de l'information sur les indices spécifiques du coût de la vie grâce à Mercer Global, ainsi qu'à des personnes bien documentées sur le sujet des relocalisations et des changes.

Au terme de cette recherche un classement des villes a été effectué, dont trois sont sorties en tête : Hanovre, en Allemagne, Johannesburg, en Afrique du Sud, et Utrecht, aux Pays-Bas. Le président du groupe ad hoc s'est rendu dans chacune de ces villes et, avec l'aide des Églises membres et de partenaires, il a réalisé un rapport d'enquête détaillé avec une longue liste de questions que le groupe avait considérées comme pertinentes. Il a également pris contact avec des membres du personnel de la CMER, en prenant note de leurs idées, de leur situation personnelle et de leurs préoccupations concernant l'organisation.

En octobre 2012, le Bureau a reçu le rapport détaillé du groupe ad hoc comparant les trois villes entre elles et avec Genève. Après avoir examiné ce rapport, le Bureau a recommandé que la CMER réinstalle ses bureaux à Hanovre en soulignant les facteurs suivants pour appuyer cette recommandation :

Les Églises allemandes ont donné des arguments forts et enthousiastes en faveur de Hanovre. Cet accueil de la CMER était proposé dans le cadre d'un désir de célébrer et d'améliorer la contribution réformée à la vie de l'Église en Allemagne.

Les gouvernements fédéral et régional proposaient d'accorder à la CMER un statut de corporation de droit public, ce qui permettrait de bénéficier d'une importante liberté en matière d'immigration et d'emploi, ainsi que l'exemption de certains prélèvements de sécurité sociale.

L'Église évangélique réformée d'Allemagne proposait un lieu tout à fait convenable pour les bureaux au Centre Calvin, en plein milieu de cette ville florissante et attrayante, parfaitement accessible par les moyens de transports publics et privés.

Les services administratifs de l'EKD proposaient leur aide en gestion financière et technique. Une école internationale assez importante fonctionne à Hanovre. Le coût de la vie est des deux tiers de celui de Genève. Il est de 66 \$ contre 100 \$ à Genève (Rapport du Bureau, octobre 2012).

Les facteurs pratiques et financiers n'ont pas été les seuls à intervenir dans la relocalisation proposée. « Les raisons du déménagement étaient certes essentiellement basées sur la situation financière critique de la CMER, mais le groupe ad hoc et le Bureau ont aussi travaillé en fonction de considérations théologiques et symboliques :

Les techniques de l'information ont modifié la façon dont les organisations travaillent et sont en rapport les unes avec les autres au 21^{ème} siècle. En ce sens, une ville en valait une autre pour le siège de la CMER, étant donné les connexions internet rapides. La CMER est une famille mondiale qui continuera de tenir des réunions dans le monde entier et de réunir des gens venant de tous les continents. Il est vital et essentiel que ce mode de fonctionnement itinérant se poursuive. Les lieux où nous nous réunissons nous permettent de voir les questions sous des angles différents. Il est essentiel, pour la vitalité de la famille de la CMER que de nombreuses Églises aient l'occasion d'accueillir nos consultations autant que d'y participer.

La relocalisation doit également refléter les valeurs et les engagements de la CMER. Où que soient situés ses bureaux, elle doit pouvoir exprimer son message de justice sans se contenter de réagir à une nécessité financière.

La Confession d'Accra dite « Alliance pour la justice économique et écologique » (2004) a contribué à créer une analyse et un langage dont on trouve désormais des échos dans le monde entier lorsque des gens réclament la justice économique universelle et la sauvegarde de la création. La Confession remarque qu'il y a des personnes et des lieux qui, consciemment ou non, tirent avantage du système économique mondiale néolibéral actuel et elle dit que c'est un péché. Comme la CMER continue de considérer que la justice figure au centre de ces principes, elle cherche à incarner une nouvelle vision œcuménique d'égalité radicale et d'acquisition de capacité par celles et ceux qui ont été marginalisés du fait de structures injustes, que ce soit dans l'Église ou en dehors. Voilà qui doit faire partie de la conscience de la CMER, quel que soit son lieu.

Malgré la nécessité financière qui motive le déplacement actuel, la prise de conscience de considérations théologiques garantit que la CMER ne perdra jamais de vue ses engagements œcuméniques ou son attachement à la justice et au témoignage prophétique, quel que soit l'endroit où elle est située. La CMER effectue ce déplacement en acceptant l'avenir de Dieu et en étant résolue à être encore plus fidèle dans la mission de Dieu (Rapport du Bureau sur la relocalisation, octobre 2012)

Le Comité a ratifié en novembre 2012 cette recommandation et accepté que le déménagement soit achevé en janvier 2014.

Personnel et fonctionnement

Alors même que notre organisation se préparait à déménager – avec tout le travail que cela impliquerait – la recherche d'un nouveau secrétaire général rencontrait des difficultés. Il fallait trouver un successeur à Setri Nyomi dont le second mandat allait se terminer en avril 2014. Le Comité exécutif de 2012 a désigné un comité de recherche qui n'a pu trouver de candidat susceptible d'être présenté. Lors de sa réunion de 2013, le Comité exécutif a entrepris un processus de discernement ad hoc pour essayer de trouver un candidat. Ce qui n'a pas non plus abouti. Un autre comité de recherche a été nommé et a fini par proposer un candidat au Comité exécutif de 2014.



L'équipe du secrétariat de la CMER (avec les stagiaires), à Genève en 2013 (de g. à dr.) : Ida Milli, Stephens Lytch, Páraic Réamonn, Daphne Martin-Gnanadason, Kristine Greenaway, Setri Nyomi, Douwe Visser, Viktória Kóczian, Frans du Plessis, Dora Arce-Valentin et Aiko Sumichan.

Chris Ferguson (Église unie du Canada) a été élu et installé comme secrétaire général lors de la réunion de mai 2014. Au cours de cette même réunion, Setri Nyomi a reçu les remerciements de la CMER pour le service accompli. Il avait été prolongé jusqu'au 1er septembre. Chris Ferguson a pris son poste à Hanovre en août, avec une période de transition d'un mois entre les deux secrétaires généraux.

D'autres postes ont dû changer dans le personnel de la CMER. La secrétaire exécutive pour la communication a décidé de rentrer au Canada plutôt que d'aller à Hanovre. La recherche d'un successeur a eu lieu au cours du deuxième semestre de 2013. Le nouveau secrétaire exécutif, Phil Tanis (Église réformée en Amérique), a pris ses fonctions en février 2014, une fois réalisé le déménagement à Hanovre.

Aucun des membres du personnel administratif travaillant en Suisse n'a fait le déménagement en Allemagne. Comme tous étaient dans leur dernière année, ces postes n'ont pas été repourvus, cela a provoqué des problèmes de capacité, notamment avec le travail nécessaire au déménagement. On n'a pas non plus gardé le coordinateur financier, car le poste devait être réorganisé en combi-



*Ci-dessus, le Président Jerry Pillay entouré des deux secrétaires généraux : Setri Nyomi, qui quitte ses fonctions, et Chris Ferguson, qui arrive.
À droite, les deux coordinateurs financiers, l'actuel, Gerhard Plenter et l'ancien, Yueh Cho.*



nant l'aide de l'Église évangélique réformée d'Allemagne – pour les salaires, les systèmes, la supervision – et la nomination d'un assistant administratif pour la comptabilité.¹

Dans l'ensemble, cela a produit, tout d'abord, un vide puis une perte de mémoire institutionnelle. Pendant le temps de la relocalisation, il n'a plus été possible de maintenir les systèmes comme d'habitude. Et comme il n'y avait que trois membres de l'exécutif qui déménageaient de Genève à Hanovre – l'un d'entre eux étant Setri Nyomi qui nous a quittés juste après le déménagement – nous avons perdu des habitudes et des connaissances de base. En outre, il a fallu changer des pièces essentielles du fonctionnement, utiliser un nouveau système de comptabilité ainsi que notre base de données qui était liée à celle du Conseil œcuménique, au Centre œcuménique, et qu'il a fallu remplacer.

¹ Le personnel qui a été au service de la CMER à divers moments entre 2011 et 2016 comprend celles et ceux qui ont terminé leur mandat : Kristine Greenaway (secrétaire exécutive à la communication) ; Yueh Cho (coordinateur financier) ; Páraic Réamonn (coordinateur du Fonds de partenariat) ; Hartmut Lucke (traducteur/interprète) ; Antoinette Visser (assistante du Fonds de partenariat) ; les assistantes administratives : Penny Blachut, Claudia Duval, Daphne Martin-Gnanadason, Viktória Kóczian, Ida Milli.

Ainsi, à bien des égards, la CMER avec sa longue histoire était devenue une organisation toute nouvelle, notamment sur le plan administratif. Mettre ces systèmes à leur bon régime tout en s'installant dans un nouveau lieu a pris plus de temps qu'on ne l'aurait imaginé.

Et les changements ne sont pas finis : Douwe Visser prend une retraite anticipée en août 2017 après un congé médical prolongé. Il a été secrétaire exécutif pour la théologie et l'engagement œcuménique à l'Alliance réformée mondiale avant la fusion de 2010 et il a été, depuis, secrétaire exécutif de la



Des membres du Comité exécutif avec des invités, au centre de retraite du synode national évangélique en Syrie et au Liban, à Dhour Choueir (Liban).

CMER pour la théologie, la mission et la communion. Dora Arce-Valentin, qui a d'abord été secrétaire exécutive de la CMER pour justice et partenariat en travaillant en 2012 depuis son bureau à Cuba, s'est installée en 2013 à Genève, puis a fait le déménagement à Hanovre. Elle cessera ses fonctions à la fin de cette année. On a déjà lancé une recherche pour ces deux postes en espérant que les successeurs pourront commencer en janvier 2018.¹

Nouvelles façons de travailler

Le déménagement à Hanovre est l'élément le plus important de la relative stabilité financière de notre Communion. Au niveau le plus élémentaire, le nouveau coordinateur financier a déclaré au Comité exécutif de 2015 qu'une analyse financière avait déjà montré que la CMER n'aurait pas survécu si elle était restée à Genève (cf. chapitre 8 pour davantage de détails). Bien qu'on ait poursuivi le travail en vue de stabiliser les recettes pour le budget principal, l'augmentation des réserves et le succès de la collecte de fonds pour l'Assemblée générale indiquent qu'une étape a été franchie. Même dans un contexte économique mondial difficile, la CMER est prête à affronter l'avenir. Depuis 2014, le Fonds de partenariat réformé a rencontré un soutien croissant. Outre l'excellent soutien de *Brot für die Welt*, le programme *Otto per Mille* (huit pour mille) de la Table vaudoise a accordé une subvention substantielle sur trois ans pour le Fonds ainsi que de l'argent destiné aux programmes de la CMER pour la justice et les initiatives de paix et de réconciliation mondiale. EMW (*Evangelisches Missionswerk*) continue à augmenter son soutien annuel en faveur des initiatives missionnaires. ICCO (*Inter-Church Organization for Development Cooperation*) et le CWM fournissent un appui important au bureau Justice et partenariat.

La conception exprimée dans le rapport du Bureau à propos des nouvelles technologies s'est avérée. Entre la communication virtuelle, l'effort réalisé pour avoir des réunions dans le monde entier et l'engagement stratégique du secrétaire général pour accompagner les Églises dans leurs travaux importants, le

¹ Membres actuels du personnel (pas encore nommés) : Aruna Gnanadason (consultante théologie), Gerhard Plenter (coordinateur financier), Paul Oppenheim (projets spéciaux), Werner Joecker (assistant pour le Fonds de partenariat), Moon-Kee Kim (coordinateur paix et développement), Anna Krüger (assistante finances et communication), Hanns Lessing (coordinateur Assemblée générale), Katrina Mertz (assistante du secrétaire général), Amritha Perumalla (assistante théologie et justice).

lieu des bureaux de la CMER a eu moins d'importance qu'auparavant. Les rapports occasionnels avec des partenaires œcuméniques, simplement parce qu'on se trouvait dans le même bâtiment à Genève, sont désormais des projets délimités qui n'engagent la CMER que dans les circonstances les plus importantes.

Les effets du déménagement, ainsi qu'on l'a noté ci-dessus, dépassent le stade d'une réponse financière et organisationnelle à la crise financière. Cela continue de poser de nombreuses questions. Nombreux sont ceux qui estiment que l'identité et les racines historiques de notre organisation en ont souffert. Dans les Églises suisses, beaucoup y étaient opposés avec vigueur. C'est peut-être en revenant au rapport du Bureau sur la délocalisation que l'on trouvera le meilleur résumé de ces préoccupations :

Genèse 12 évoque la vocation d'Abraham, en qui le monde entier sera béni. Nous avons la conviction que la souffrance liée au départ de Genève correspond aux douleurs de l'enfantement d'un nouvel âge œcuménique. Nous avons réfléchi à un Esprit qui paraît lancer régulièrement de nouveaux projets avant que les anciens ne soient arrivés à terme. Jacob pensait qu'il emmenait son peuple en Égypte pour le sauver de la famine, mais, avec le recul, il est évident que Dieu avait un projet plus vaste en tête. Lorsque Jésus a décidé de faire route vers Jérusalem, le modeste projet local de son ministère galiléen a été englobé dans une mission aux proportions cosmiques. La première Église a découvert que sa vocation ne consistait pas, comme on l'avait d'abord pensé, à n'être qu'un mouvement de réforme au sein du judaïsme, mais une vaste famille de croyants dont le monde n'avait jamais rien vu de semblable. Nous autres, les humains, nous aimons mieux finir une chose avant d'entamer la suivante. Mais l'Esprit de Dieu est toujours largement en avance par rapport à nous, il est pressé et impatient de déclencher le royaume de Dieu parmi nous, de faire naître un avenir que nous avons peine à entrevoir.

Ayons cette confiance en Dieu qu'il continue de nous guider, de sorte que, depuis ce nouveau lieu, nous vivions encore l'appel à la communion et notre attachement à la justice en recherchant le renouveau et le changement de Dieu par la grâce de Jésus Christ et la conduite du Saint Esprit.

Finances



Finances

Pour renforcer notre Communion, il nous faut faire en sorte que tous les membres apportent leur contribution et que les ressources soient équitablement partagées et bien investies, c'est-à-dire de façon judicieuse et éthique. Nous pensons aux ressources financières, humaines et autres. Ces ressources existent et permettent à la CMER d'être la communion que Dieu attend, mais il convient de les identifier et d'y avoir accès pour la vie et pour le travail de notre Communion. Étant une famille, la CMER doit partager les ressources et créer une culture de partage. « Là où est notre trésor, là aussi sera notre cœur », et chacun des éléments de notre Communion devrait être vivement incité à apporter sa contribution financière et dans d'autres domaines. (Plan stratégique 2011)

La Communion mondiale d'Églises réformées tire ses revenus d'exploitation essentiellement de ses Églises membres. En fait, et depuis longtemps, l'objectif de notre organisation consiste à financer ses dépenses principales – personnel, fonctionnement, communication, voyages – exclusivement par les cotisations des membres, l'argent des projets et des programmes provenant d'autres sources.

Ce but n'a toujours pas été atteint malgré des tentatives constantes pour inciter toutes les Églises à payer leur juste part. Les cotisations fixées aux Églises se basent sur une formule de « juste contribution » adoptée par le Comité exécutif de 2012 qui prend en compte la taille de l'Église (le nombre de ses membres) et le PIB par habitant du pays. Ce qui constitue une « capacité contributive théorique » neutre, susceptible d'être augmentée au plan régional en fonction des capacités financières des Églises. En d'autres termes, comme le dit le rapport sur cette formule, « au sein d'une région on peut s'entendre pour accorder des ajustements spéciaux aux Églises membres. Il peut s'agir d'une déduction pour celles qui sont reconnues comme constituant des minorités dans leur pays, ou pour une Église qui connaît une bonne croissance (et ce serait une sorte d'encouragement). Ce peut également être une augmentation dans certaines circonstances particulières » (Compte rendu du Comité exécutif 2012).

Après avoir institué cette formule, la cotation minimum de 500 dollars (États-Unis) a été confirmée (elle avait été fixée avant l'Assemblée de l'unification). Notons que cette formule a eu des effets dans de nombreuses Églises, qui ont augmenté considérablement leur cotation) et que ce ne sont pas encore toutes les Églises qui cotisent à ce niveau.

Ainsi qu'on l'a déjà signalé (cf. chapitre 7) la CMER connaît de graves problèmes financiers depuis l'Assemblée générale de l'unification. Les sommes provenant des contributions des Églises ont continuellement diminué au cours de cette période. Et cette situation été aggravée par l'importante évaluation du franc suisse.

CONTRIBUTIONS DES MEMBRES PAR RÉGION

Région	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	en CHF	en CHF	en EUR	en EUR	en EUR	en EUR
Afrique	67.403	92.046	48.556	35.394	15.313	47.787
Amérique latine	4.176	28.421	4.784	8.488	4.159	5.521
Caraïbe et						
Amérique du Nord	249.348	341.847	227.508	230.028	275.951	265.268
Asie	54.092	210.925	60.770	53.902	59.909	56.378
Pacifique	4.705	37.522	12.054	4.720	3.714	3.844
Europe	662.392	703.692	510.646	468.230	473.013	401.523
Total en CHF	1.042.116	1.414.453				
Total en EUR	846.719	1.173.565	864.319	800.761	832.059	780.321

La CMER conserve également plusieurs fonds de réserve dont la plupart, en tout cas en 2011, étaient des fonds désignés, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient financer que des projets particuliers, tous nos projets de programmes, l'Assemblée générale, le Fonds de partenariat réformé et d'autres. Le fonds dit « rainy day » (« jour de pluie » c'est-à-dire : pour les mauvais jours) destiné à aider l'organisation en cas de crise financière, était dramatiquement bas en 2011.

FONDS DE RÉSERVE

Fonds	2012	2016
	en EUR	en EUR
Désigné	1.215.000	1.704.000
« Rainy day »	152.000	2.355.000
Total	1.367.000	4.059.000

Même au moment où la CMER envisageait de déménager, des efforts étaient en cours pour accroître les réserves, notamment le fonds « rainy day ». Grâce aux contributions des Églises allemandes, et surtout de l'Union des Églises évangéliques (UEK), ainsi que du CWM, l'opération fut un succès et la CMER repose désormais sur des bases saines malgré le problème continu qui consiste à réunir des fonds suffisants pour ses opérations principales.

RECETTES

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	en CHF	en CHF	en EUR	en EUR	en EUR	en EUR
Contributions des						
Églises membres	1.042.116	1.414.453	864.319	800.761	832.059	780.321
Contributions						
supplémentaires						
pour les réserves	-	362.190	143.989	1.411.500	300.284	6.719
Autres	342.637	410.476	367.567	413.875	418.445	768.255
Total	1.384.753	2.187.119	1.375.876	2.626.136	1.550.788	1.555.294

Du point de vue des finances, le fait de déménager à Hanovre a été un succès. Cela apparaît le plus évidemment dans le poste « dépenses de personnel ». Le coût de la vie à Hanovre étant d'un tiers inférieur à celui de Genève, les économies ont consisté simplement dans le fait qu'il n'était plus nécessaire de payer autant le personnel. Remarquons toutefois qu'il a fallu aussi faire des ajustements de personnel entre Genève et Hanovre. Le poste exécutif de coordinateur financier à plein temps est désormais assuré par un mélange entre un coordinateur financier bénévole et un assistant administratif financier (du personnel de la CMER), le travail de paiement des salaires étant assuré par l'Église évangélique réformée (Allemagne).

DÉPENSES

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	en CHF	en CHF	en EUR	en EUR	en EUR	en EUR
Personnel	868.001	852.699	844.257	522.634	517.682	558.411
Autres (surtout fonctionnement)	410.063	864.700	315.250	549.054	318.677	667.319
Contributions aux réserves (contrib. extérieures et propres)	81.443	444.979	193.446	1.531.036	690.778	309.488
Contributions des membres européens pour le compte fiduciaire Europe	25.246	24.741	22.923	23.411	23.651	20.076
Total	1.384.753	2.187.119	1.375.876	2.626.136	1.550.788	1.555.294

En dehors du budget principal, la CMER ne finance de projets qu'à partir de ses deux bureaux de programmes (mais aussi par le secrétariat général). Les secrétaires exécutifs des programmes, avec le personnel qui les appuie, exécutent les projets et les consultations décidées par l'Assemblée générale. Dans ce but, ils réunissent eux-mêmes les fonds nécessaires et le travail n'est exécuté que si les fonds ont été trouvés. Le tableau ci-dessous présente un exemple des types de travaux exécutés et financés par les bureaux des programmes.

DÉPENSES POUR PROJETS 2016

Fonds	Montant en EUR	Pourcentage en %
École mondiale de théologie (GIT)	54.632	9
Dialogues théologiques	12.960	2
Mission	30.587	5
Prix Georges Lombard	47	0
Accra +10	23.113	4
Oikotree	795	0
NIFEA (New International Financial & Economic Architecture)	54.776	9
Justice de genre	2.535	0
TESF (Fonds de bourses de formation théologique)	9.306	2
Ordination des femmes	9.659	2
Fonds de partenariat réformé	249.493	40
Acquisition de capacités au niveau régional	50.268	8
Programme mondial de stages	58.014	9
Initiatives mondiales – Réunification coréenne	17.165	3
Initiatives mondiales – Paix et réconciliation en Colombie	41.995	7
Total	615.344	100

Le fonds de partenariat réformé reçoit des fonds provenant de *Brot für die Welt* (Allemagne), de *l'Église protestante de Westphalie*, en Allemagne, du programme *Otto per Mille* de l'Union des Églises méthodiste et vaudoise en Italie, ainsi que des contributions correspondant à des circonstances particulières et occasionnelles. Grâce au fonds de partenariat réformé, la CMER accorde de petites subventions et d'autres ressources à des Églises ayant des projets missionnaires importants pour la vie d'une Église et pour le milieu environnant, notamment dans les pays du Sud.

Le programme *Otto per Mille* accorde des financements destinés au programme NIFEA (*New International Financial and Economic Architecture*, cf. chapitre 4) et aux Initiatives mondiales de paix.

La situation est stabilisée, mais les difficultés subsistent

Malgré des difficultés budgétaires persistantes, on peut prévoir que le budget 2017 ne connaîtra pas de déficit. Mais dans l'impossibilité de trouver des recettes supplémentaires ou de réduire certaines dépenses (ce qui sera très difficile étant donné les sommes nécessaires pour couvrir les dépenses qui ont été décidées) on peut penser que les problèmes budgétaires vont se poursuivre dans un avenir prévisible. Il y a là une priorité à traiter par le prochain Comité exécutif. Nous sommes reconnaissants de ce que notre organisation aille financièrement bien mieux qu'il y a quatre ans et qu'elle ne soit plus menacée dans son existence.

ClimatePartner^o
climatiquement neutre

Impression | ID 53124-1706-1004



**Communion Mondiale
d'Églises Réformées**

Knochenhauerstraße 42
30159 Hanovre / Allemagne

Tél. +49.511.897 383-10

Fax +49.511.897 383-11

Courriel wcrc@wcrc.eu

www.wcrc.ch